

UNIVERSITES DE
hebdô

T2137-610-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°610 JEUDI 13 MARS 1986 8,00 F



SEULE LA LUTTE PAIE.

« AGIR POUR L'ANARCHISME »

A.G.E.C.A. — 16 MARS

DE 14 H A 19 H

C.F.D.T.

Nouveau recentrage
avant la
cohabitation...
PAGE 4

IMMIGRATION

Petite histoire
des camps sous divers
gouvernements.
PAGE 5

PSYCHIATRIE

La société
et ses rapports
avec la folie...
PAGE 6

F°P. 2520

communiqués débats

- **GARD**
Le groupe libertaire du Gard entame une campagne contre les élections et pour la gestion directe. Nous tenterons, au moyen de tracts et affiches, de sensibiliser le public sur ces problèmes. L'aboutissement de cette campagne sera une « fête », carrefour de rencontres et d'échanges, organisée le 16 mars. Nous demandons à tous les sympathisants de nous rejoindre. Ecrire à A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.
- **TOULON**
Contre la venue de Le Pen à Toulon, contre le racisme et le fascisme, le groupe Région toulonnaise et le Collectif anticariste et antifasciste organisent une manifestation le vendredi 14 mars, à 18 h 30, place de la Liberté, à Toulon.
- **ARIÈGE**
Un individuel sur la région de l'Ariège cherche à prendre contact avec des personnes sur Pamiers, Foix, Lézat-sur-Lèze, Axe-les-Thermes. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.
- **DIJON**
Le groupe de Dijon anime une émission sur Radio-Campus, 105.5 MHz et 94.7 MHz, le deuxième mardi de chaque mois, de 19 h 15 à 20 h.
- **NÎMES**
Le groupe du Gard interromp momentanément les permanences qu'il tenait les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, à l'A.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

- **CHAMBÉRY**
Au cours du week-end du 12 au 13 avril, se tiendra à Chambéry un colloque « Nécessité de l'organisation dans le mouvement anarchiste », avec des compagnons de la région.
- **ANGERS**
Le groupe Elisée-Reclus organise une conférence-débat le jeudi 13 mars à 20 h 30 au C.A.D., 43, place Grégoire-Bordillon, Angers. Thème de la conférence : « Autogestion et fédéralisme ».
- **AUBENAS**
Le groupe d'Aubenas organise une réunion publique à l'occasion des législatives du 16 mars. Le thème de ce meeting : « Face aux élections, une seule attitude : l'abstention révolutionnaire ». Venez nombreux, d'accord ou pas, discuter avec les anarchistes de leurs propositions pour une société libertaire. Aubenas, le 12 mars, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond.

• **PARIS**
Le groupe Louise-Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le 21 mars, à 18 h pour une animation audiovisuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20 h, un débat « La C.N.T., des origines au 19 juillet 1936 » aura lieu avec Aimé Marcellan.

• **PARIS**
Des groupes de la région parisienne organisent dimanche 16 mars « 5 h non stop : Agir pour l'anarchisme », de 14 h à 19 h, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 11°. Des débats : « Le bilan de la gauche », « Le Front populaire », « Quelles luttes aujourd'hui ? » ; des projections de films et de diapos ; meeting... (entrée libre).

Autocollant disponible : 50 exemplaires, 10 F.

5 HEURES NON-STOP
AGIR POUR L'ANARCHISME
LE 16 MARS - 14 H A 19 H
177, rue de Charonne, Paris-11°
Débats... Projections films... Meeting
Fédération anarchiste

• **LAVAL**
La liaison Laval organise une réunion-débat jeudi 13 mars, à 20 h 30, sur le thème « 16 mars 1986 : quelle alternative au vote ? », au F.J.T. du Pont-de-Mayenne (entrée au 102, rue du Pont-de-Mayenne, salle au rez-de-chaussée).

• **BOURGOIN**
La liaison F.A. et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu organisent une conférence-débat : « Un danger : l'extrême droite », avec le collectif Urgence, samedi 15 mars à 20 h 30, Maison de quartier de Champfleuri, Bourgoin-Jallieu.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél. : 805.34.08

éditions

- **CASSETTE**
De nouveau disponible... Le groupe Région toulonnaise diffuse une cassette de chansons anarchistes internationales (Italie, Espagne, Allemagne, Argentine, Suisse, Etats-Unis, France, en yiddish). Durée : une heure. Prix : 55 F (port compris). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi et à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.
- **BADGE**



Le groupe Florès-Magon (Paris 12°) vient d'éditer un badge : « Espagne 36, Durruti », disponible pour le prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.

liste des groupes f.a.

- PROVINCE
- **GROUPE**
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
 - **LIAISONS**
Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Rouet — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtellerauld — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

AFFICHE
Le groupe de Brest vient d'éditer une affiche anti-électorale, 1 F l'unité pour toute commande supérieure à 50 exemplaires.



• **BROCHURE**
Le groupe Florès-Magon (Paris 12°) vient d'éditer une plaquette intitulée « Sur l'université », en vente au prix de 7 F à la librairie du Monde libertaire.

• **BADGE**
La liaison de Bourgoin vient d'éditer un badge « Vive l'anarchie. Mieux que ça ! » (dessin de Reiser), disponible au prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.



Vous pouvez aussi le commander à « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. On y trouve également des briquets noirs « A (cerclé) contre vents et marées » (15 F).

• **AUTOCOLLANTS**
Le groupe de Paris 15° a édité deux autocollants sur le thème de l'abstention révolutionnaire aux élections, ils sont disponibles à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité, 10 F les 50 exemplaires.

NI GAUCHE MORIBONDE
NI DROITE REVANCHARDE
abstention révolutionnaire
gestion directe !
FEDERATION * ANARCHISTE



• **BROCHURE**
La commission propagande des relations intérieures vient d'éditer une brochure de propagande abstentionniste à l'occasion des élections du 16 mars.

VOTER, C'EST ABDIQUER
ABSTENTION RÉVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE
Théo BODEL, Maurice JOYEUX, Roland BRODEYX, Sébastien BASSIN, Jean-Marc BAYNAUD, Georges MANDELORNA
Édité par la Commission - Propagande - des Relations Intérieures de la Fédération anarchiste

Prix : 15 F. Pour toute commande : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

sommaire

PAGE 2 : Information des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Votez un peu, c'est abdiquer beaucoup !, Bilan de la campagne électorale, Editorial — PAGE 4 : Cohabitation économique dans les banques, Maire/Stakhanov : même combat ! — PAGE 5 : Marianne et ses camps de « rétention » — PAGE 6 : Historique des hôpitaux psychiatriques, Verdict du procès du Coral, Communiqué — PAGE 7 : Antimilitarisme et procès — PAGE 8 : Irlande du Nord, Etats-Unis, Grande-Bretagne — PAGE 9 : Informations internationales : Uruguay, Grande-Bretagne, Espagne — PAGE 10 : Rencontre-débat à propos de l'abstention révolutionnaire anarchiste — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Rencontre dans une librairie de Toulouse — PAGE 12 : Bilan de l'éducation depuis 1981.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque Langue Mandat-lettre Règlement
 (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

lations inté-
publique)

on toulonnais
Suisse, Etats-
re. Prix : 55 F
no Nappi et à
Montebello,

Florès-Magon
vient d'éditer
« Espagne 36,
disponible pour
F à la librairie
libertaire.

GIR
AU LIEU
D'ELIRE
LA LUTTE PAIE

d'éditer une
vente au prix



ment des bri-
ées » (15 F).

ollants sur le
élections, ils
taire : 0,50 F

GIR
AU LIEU
D'ELIRE
LA LUTTE PAIE

DOUER
ION
NNAIRE
STE

BOYEA
BASSON
MANTÈGA

de la République

ÉLECTIONS Les campagnards sont las...

ET pourtant ils n'avaient pas lésiné : trois cents millions (avoués) pour les affiches, des ponts d'or pour les « experts » en communication qui se veulent docteurs en séduction et qui ont importé des Amériques le « ouistiti-sexe ».

Georgina galopait dans la plaine... Aux leaders en petites chemises et cravates au vent, stoïques, à tous les carrefours, dans la bise de février, on avait envie de crier : « *Couvrez-vous braves gens, vous allez prendre froid !* » C'est ce qui a dû se produire, fatalement, car tout ce joli monde nous a paru plutôt enroué ces derniers temps.

Et voici que la campagne électorale s'achève. Une morne plaine que cette campagne, grise comme le ciel d'hiver chargé de neige. Pas un tourbillon de passion. Tout juste si, en cherchant bien, les journaux ont pu recueillir leurs maigres moissons de petites phrases.

Les programmes ? Le Parti socialiste a mis encore plus d'eau dans son rosé déjà clair et la droite dans sa blanquette. Souci majeur : ne pas effaroucher l'électeur du marais, animal craintif et perpétuellement hésitant. C'est à lui que le P.S. s'est adressé lorsqu'il a repris à son compte le discours de Barre sur les redoutables incertitudes de la cohabitation...

Le chômage ? A peine si on l'a évoqué, de ci, de là, et toujours avec beaucoup de pudeur et d'émotion. Personne n'offre plus de potion magique (sauf M. Marchais qui ne prend cependant guère de risques lorsqu'il se fait fort de créer un million d'emplois en deux coups de cuillère à pot...).

Tonton au charbon

A gauche, le P.S. a fait monter au créneau son sauveur suprême, sa majesté Tonton. Sans doute le « Gros Quin-

quin », le poupin Fabius et le Jospin rassis manquaient-ils de punch ? Ainsi, évoquant les effets espérés de la baisse simultanée du pétrole et du dollar, le jeune Premier ministre n'avait rien trouvé de plus astucieux que de gémir : « *Ce serait injuste que ceux qui ont semé ne puissent récolter !* ». Pouvait-il ainsi toucher les âmes sensibles ?

Mitterrand qui ne se fait pas trop d'illusions sur la suite des événements a saisi la perche Mourousi pour lancer un avertissement à Chirac en brandissant, pour l'après-16 mars, le spectre d'une présidentielle anticipée ; ce que l'autre redoute par dessus tout...

Place du Colonel-Fabien, Marchais et tout l'état-major, obsédés par cette barre des 10% en dessous de laquelle ils s'interdisent de descendre, ont tenté désespérément de faire oublier que quatre authentiques « cocos » ont bien sagement occupé leurs sièges dans le cabinet Mauroy. Les Verts qui, comme toujours, confondent les conséquences et les causes, n'ont pas redonné des couleurs à cette grise campagne et la petite musique de l'extrême gauche, à peine audible et qui commence à faire rengaine, n'a certainement pas donné le frisson à l'avant-garde prolétarienne...

Peaux de bananes et petites vacheries

A droite, le combat des cohabitionnistes contre les antis a été sans panache mais non dépourvu de peaux de bananes et de vacheries sordides (par exemple cette brochure anti-Barre)... Tandis que « Gros Cul » jetait quelques cailloux dans le microcosme, l'ectoplasme Giscard chuintait en crachotant dans tous les micros passant à sa portée.

Chirac, lui, pendant ce temps, se voyait déjà à Matingnon avec un baril à 11 dollars et le dollar à moins de 7 balles. Mais il a aperçu aussi, dans l'ombre, le félin Chaban prêt à bondir le 17 au matin...

Quant à Le Pen, il a drainé dans des meetings la fine fleur des beaufs, en essayant de retenir ceux qui, paraît-il, lorgneraient à nouveau du côté du R.P.R. en pensant que, ma foi, Pasqua, le S.A.C., ce n'était pas si mal. Et c'était peut-être plus sûr...

En panne sèche

On ne voit pas, dans les quelques jours qui restent, ce qui pourrait donner quelque lustre à cette lugubre campagne électorale. Tous ces gens nous avaient tellement raconté d'histoires, abreuvés de billevesées dans les années passées qu'ils se sont trouvés en panne sèche d'imagination. Ils n'avaient rien, plus rien à nous dire, sinon à rabâcher les formules les plus éculées sur la grandeur de la France. En fin de campagne, tous ces zéros sont fatigués. Les « campagnards » sont las !

S'ils avaient pu, au moins, nous faire rigoler quelques fois ! Mais non car le peu d'énergie qui leur restait, ils l'ont employée plus souvent à régler leurs comptes, à se disputer les investitures d'état-major, les labels d'authenticité ; affrontements peu glorieux entre orthodoxes et dissidents, chevaux de retour et jeunes loups, notables et parachutés...

Tout cela n'empêchera pas, ce dimanche, des millions de bons citoyens, de bonnes citoyennes, d'aller en rangs d'oignons « urner » dans les « urnoirs ». Mais que faut-il donc faire pour les vacciner contre cette mauvaise habitude ?

SÉBASTIEN BASSON

Editorial

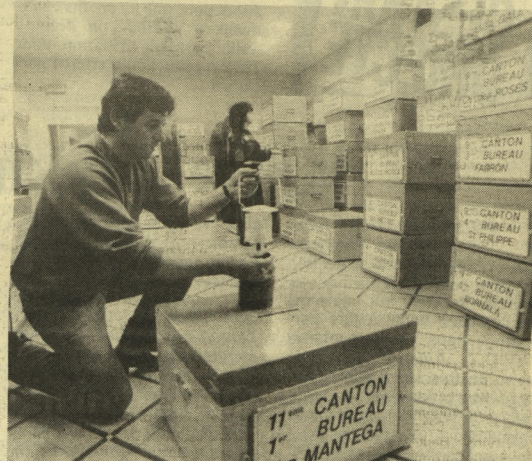
ALLEZ ! plus que quelques jours et la lessive 1986 se termine... Chacun y est allé de son credo, vantant son programme qui, selon l'étiquette, lave plus blanc, plus rose ou plus vert-de-gris. Cela dans l'indifférence générale car chacun se doute bien que pour être aussi attentionnés l'espace d'une campagne électorale et venir leur serrer la paluche sur les marchés chaque dimanche, ces politiciens ne doivent pas être si propres. Le cadeau Bonux, le « demain, on rase gratis », les exploités verront lundi en partant pointer à l'usine ou à l'A.N.P.E. qu'encre encore une fois c'était du pipeau !

La seule chance des candidats est donc que le réflexe du « devoir civique » opère le plus massivement possible. D'où la célèbre formule : « Votez pour qui vous voudrez, mais votez ! », qui prouve à elle seule l'inanité de la chose.

Quant aux abstentionnistes, ils sont voués à la vindicte générale car faussant la farce électorale. Les anarchistes ont toujours été au premier rang de ceux-ci, conséquents dans leurs idées comme dans leurs actes.

Nous dénonçons la mystification d'un système parlementaire qui, par essence, ne peut que gérer la crise et non transformer la société. Cinq ans de « socialisme à la française » nous l'auront assez prouvé.

C'est pourquoi, considérant la gestion directe comme la seule alternative pour construire les bases du socialisme libertaire, nous appelons donc à l'abstention révolutionnaire. Puisque seule la lutte paie, luttons donc contre l'Etat et ses valets et refusons aux professionnels de la magouille le droit de gérer nos affaires !



La lampe, est-ce pour y voir plus clair ?

Voter un peu... C'est abdiquer beaucoup !

LE 16 mars 1986, 20 heures, la social-démocratie n'est plus ce qu'elle était... La droite est dans ses « Etats »... L'extrême droite savourer son triomphe qui confine aux grand-messes... L'écolo git... Les enfants du « prophètes » se comptent et se recomptent... Les régionalistes « hexagonisent »... D'autres « exagèrent »... Et pendant ce temps, les camarades du métro Colonel-Fabien nous assurent que 9,6% c'est le début du re-dresse-ment...

Prophéties, don d'ubiquité de notre part ? Non, tout simplement une analyse un tant soit peu sérieuse du microcosme politique, des diverses propositions démagogiques et/ou conjoncturelles, et des conséquences de celles-ci sur le marais électoral.

Au « hit-parade » des conneries qui hanteront l'isolement, l'immigration, l'idéologie sécuritaire, le redressement « nazi-anal », la cohabitation se taillent la part du lion. « Hors l'électoratisme, point de salut ! », continuent à beugler nos néo-démocrates, d'un bout à l'autre de l'échiquier parlementaire !

Ils savent ces porcs que l'électoratisme ne fournit que l'illusion de la liberté ! Leurs discours peuvent paraître différents, quelquefois opposés, mais l'essentiel les unit, les cimente dans une sorte de « maçonnerie représentative » : le clan des aspirants-au-pouvoir, le club des gouvernants... Pour parvenir à leur but, ils

sont capables de promesses mirobolantes ! Ils sont aussi capables de toutes les bassesses et prêts à toutes les turpitudes ! Démagogues et conscients de l'être, ils savent qu'en trichant, ils ne trompent que les « exploités-à-mort » et les « gouvernés-à-vie ».

Ils savent enfin, qu'une fois le but atteint, ils n'auront de compte à rendre qu'aux nantis, aux groupes de pression en vue, aux médias et aux institutions étatiques. En aucun cas, aux braves gens qui triment... Voilà dépeint en quelques traits sombres le vrai visage de l'électoratisme et des ambitieux qui lui fournissent sa substance.

Mais pour que ce système soit fonctionnel, il est nécessaire que de l'autre côté de la scène, le parterre des spectateurs — les électeurs — soit le plus fourni possible. Le vote est devenu un geste naturel, un réflexe quasi-biologique ! L'électeur se rend à l'isoloir par peur de bouleverser le train-train des habitudes transmises de génération en génération. Seule une « casure » dans ce comportement immuable peut avoir des conséquences salvatrices.

Les libertaires refusent le vote en tant que moyen inefficace pour changer fondamentalement le cours des choses. Ils n'abandonneront pas la partie pour autant, comme certains seraient enclins à le penser (et, quelquefois à le dire...). Les libertaires, s'ils se refusent à laisser

à d'autres le soin de gérer la société, de gouverner les « masses », proposent en revanche à tous les individus conscients de prendre en main leur vie... Etre sujets dans les choix qui concernent notre avenir et non objets dans les schémas divers des politiciens, voilà le choix du moment !

La consultation de mars pose de manière concrète le problème pour le futur : la société étatisée, inégalitaire et aliénante, a-t-elle plus de vertus que la société autogérée, fédéraliste et libertaire ? Pour notre part, nous pensons que la première a fait ses preuves dans le sens du conservatisme et de la pérennisation des injustices existantes ! La seconde reste à construire. Nous qui n'avons rien à attendre de ceux qui possèdent le pouvoir, le flic, les titres et les honneurs, unissons nos efforts afin de donner vie à un monde nouveau.

Le 16 mars, le vote ne départagera que les politiciens. Dès maintenant préoccupons-nous de nos véritables problèmes... sur nos lieux de travail, dans nos quartiers et partout où cela est possible remettons au goût du jour cette vieille maxime : « *Nous ne sommes rien, mais nous serons tout !* » ; à condition bien sûr de se passer une fois pour toutes de tous ces intermédiaires malfaisants.

GR. PUIG-ANTICH
(Perpignan)

en bref... en bref...

• La commission culturelle de la C.N.T. organise une soirée sur le monde sous-marin, avec diaporama et films sur la mer Rouge et l'Atlantique, samedi 15 mars à 20 h. Cela se passera au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e (métros Avron ou Buzenval). Entrée libre. Buffet et stand.

• Le Cercle Han-Ryner se réunira samedi 15 mars, à 15 h, et à cette occasion Bernard Baisat parlera des divers films qu'il a tournés. Grande Salle de réunion, collège Sainte-Barbe, 4, rue Valette, 75005 Paris.

• Radio Martin-Bidouré, radio associative non commerciale de la région toulonnaise organise des journées contre le racisme les 15 et 16 mars à Toulon, chapiteau Bon-Encontre. Au programme : Cheb Caleb, Bel Oriental, stands, buvette...

• Un comité de soutien s'est créé en Soule (Euskadi-Nord) à Hervé Thepault, déserteur de l'O.N.F. depuis septembre 1984. On peut le contacter en écrivant à A.B.L., B.P. 14, 64130 Mauléon.

POUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
GESTION DIRECTE

BANQUES

La cohabitation économique

Le 14 février 1986, à la commission nationale paritaire, les patrons banquiers de l'A.F.B., dans le droit fil de leurs commensaux du C.N.P.F. adorateurs des sacrosaints préceptes libéraux chers à Reagan, ont abattu leur jeu et tenté d'imposer leur programme de gestion sociale à l'américaine : suppression de tout ce qui de près ou de loin ressemble à une garantie, abandon de principe des augmentations collectives au profit des augmentations individuelles à la performance (le « contingent compensation » des Américains) et des automatismes salariaux de la convention collective (plus de prime à l'ancienneté).

Mais les prétentions des banquiers ne s'arrêtent pas là ! Face à la crise qui atteint avec retard, mais avec force, un secteur jusqu'ici relativement protégé, ces beaux messieurs ont une solution toute prête : il faut réduire les charges ; et quand un patron dit « charges », il pense évidemment frais de personnel. Alors pour que les profits continuent à gonfler, on décide : nulle part augmentation pour 1986 et réduction d'effectif partout.

Dans la ligne du fameux rapport Nora-Minc, on utilise les déclarations des uns (et surtout des autres) ; de Dautresme : « Dans les dix ans à venir, de 50 000 à 60 000 emplois vont disparaître » à Pastre : « Le problème social constitue aujourd'hui un des principaux freins à la poursuite de la modernisation ». De Mayoux (1) : « Il faut cohabiter avec les changements... ou disparaître » à Edmond Maire : « Le capitalisme n'est plus ce qu'il était... », les patrons des banques ont trouvé le remède à leurs problèmes, encouragés qu'ils sont par leur ministre de tutelle Bérégovoy (« Il faut veiller à l'adéquation de la situation des effectifs aux besoins réels de chaque établissement »).

Le Crédit du Nord annonce, doux euphémisme, 450 départs non naturels d'ici à la fin de l'année ; 200 guichets non rentables devraient fermer à B.N.P. ; réduction de personnel dans 150 antennes du Crédit lyonnais ; baisse des effectifs de 2% par an à la Société générale...

Encore ne s'agit-il là que de suppressions de postes ; il faut être conscient que, pour faire

face à l'introduction des nouvelles technologies, les banques se verront dans le même temps contraintes à l'embauche de jeunes et de spécialistes déjà formés — plutôt que de payer la formation d'un employé ayant déjà une certaine ancienneté. Cela veut dire que, pour un poste de travail en moins, c'est peut-être deux à trois employés qui seront abonnés à l'A.N.P.E.

Face à tout ça, que reste-t-il des syndicats traditionnellement peu implantés, ayant perdu toute crédibilité et incapables de prendre en compte la crise/restructuration que connaît le secteur tertiaire. Ce ne sont pas les interrogations en forme d'autocritiques d'un Edmond Maire ou les incantations rituelles d'un Krasucki qui endigueront le flux des déçus du syndicalisme.

« Le vent de la déréglementation ayant gagné la France hyper-réglementée, la concurrence s'intensifie dans le domaine du crédit », la capacité concurrentielle dépend, selon le rapport Pastre, essentiellement de la qualité des hommes et des équipes. L'offensive des directions bancaires va se porter sur

la remise en question radicale du « contrat social » signé à la fin des années 60. Rappelez-vous Mai-68, les accords de Grenelle et la paix sociale pour les entreprises, les avantages acquis pour les salariés !

De la collaboration de classes qui ne veut pas dire son nom, le patronat — pour ce qui est de la banque — revient à l'affrontement. Du moins, il tente d'initier de nouvelles évolutions : réduction des effectifs, baisse de la durée de travail, diminution de la masse salariale. Les sacrifices imposés dans le cadre de ce « nouveau contrat social » se préparent en accord avec les « nouvelles revendications syndicales ».

Nouveau partenariat, nouvelles propositions pour l'innovation sociale (sic), la C.F.D.T. par la bouche de Maire serait tentée d'entrer en plein dans les fonctions que le patronat lui dicte. Après la cohabitation politique, l'année 1986 sera certainement celle de la cohabitation économique.

CHARLY

(1) P.-D.G. de la Société générale, ex-patron de Sagicor, « Monsieur Plus » du « dégraisage » !
(2) « Les Echos » du 28 janvier 1986.

Maire/Stakhanov, même combat !

EDMOND MAIRE récidive ; après l'enthousiasme pour la flexibilité et le coup de cœur pour le marché, le voici qui, mine de rien, mezzo voce, à titre personnel, dans la revue interne C.F.D.T. Aujourd'hui, mais avec un très large écho dans la grande presse, ne se reconnaît plus vraiment dans l'anticapitalisme ; il s'affirme pour un « anticapitalisme sans simplisme ». Au lieu de se comporter comme des brailleurs sans cervelle, les militants syndicalistes doivent aujourd'hui être réalistes (1), intelligents (2), pas manichéens (3) : « Mouches ton nez et va dire bonjour au patron ! ».

En effet, le « sans simplisme » du citoyen Edmond le conduit à de fulgurantes découvertes sociologiques sur le vécu patronal : « Nier la fonction spécifique du chef d'entreprise conduit à une impasse. (...) La fonction de chef d'entreprise, fonction spécifique, légitime et permanente, ne nous semble pas pouvoir relever d'une large délibération collective » (4).

On pourrait s'illusionner, se laisser aller à penser que notre Edmond va s'arrêter là dans le récit de ses révélations. Hélas ! il éprouve un irrépressible besoin d'exposer sa conception actuelle de l'humanisme et se prononce sans ambages pour une « société qui favorise le développement personnel de chacun de ses membres... ». Il faut « replacer l'individu au centre de nos préoccupations, considérer qu'il est la raison ultime de toute organisation sociale ».

Jusqu'à cet instant, tout va bien. Attention maintenant à la

coupure épistémologique. Or, sussure Edmond, « nous avons accordé une priorité exclusive à l'unifiant, il est grand temps de faire la place aux attentes légitimes (...). Quand des salariés souhaitent le rétablissement d'une hiérarchie ouvrière, ils expriment le désir d'exister par eux-mêmes, et de faire reconnaître leur potentiel propre ». Voilà donc le dernier modernisme en date du citoyen Edmond : non seulement la grille hiérarchique des rémunérations doit être maintenue mais, en plus, à l'intérieur de ces grilles, le salaire doit être individualisé ! Si tu veux des ronds, t'as qu'à bosser !

Edmond-Stakhanov, même combat ! Ce que Joseph a imposé aux travailleurs soviétiques au nom de la grandeur de l'Etat ouvrier, Edmond le propose pour ceux de notre bel Hexagone afin qu'ils réalisent leur individualité. Quel humaniste (5) et belle démonstration, auraient conclu les bons pères.

Voyage au bout du reniement

L'histoire, ou plutôt le récit qu'on s'en fait, a en bonne place quelques personnages dont on a gardé le souvenir après qu'ils furent allés au bout du reniement. Tout le monde a en mémoire le fier Sincambre qui a eu le grand honneur de faire commencer l'histoire de France par une conversion qui était une trahison.

Comme l'ancêtre Clovis, Edmond Maire brûle tout ce qu'il a adoré, tant comme

secrétaire d'une confédération ouvrière, c'est-à-dire gestionnaire et garant des éléments du droit qui protègent la partie de la population qui subit le salariat, que comme militant socialiste porteur de l'idée d'un monde humain sans exploitation. L'engagement pour la flexibilité marquait l'abandon sur le terrain juridique ; l'anticapitalisme de mar-



d'Aristide Briand sur la Grève générale avait un certain succès dans la C.G.T. avant 1910. « Mais, comme soulignait un camarade, les Millerand, Guesde et Jouhaud, ils abandonnaient la lutte révolutionnaire mais résistaient au patronat en réformistes ; ils n'appuyaient pas des réformes qui auraient aggravé les conditions de vie des travailleurs ! »

Qui donc était immigré dans le mouvement ouvrier ? Les militants exclus des sections syndicales, souvent licenciés ensuite par l'employeur, à Bordeaux, à Paris, à Lyon, à Dunkerque, enfin presque partout, ou le brillant cadre industriel puis syndical, prince médiatique, et qui perd aujourd'hui les pédales ?

« La division de la société moderne en deux classes, l'une de travailleurs salariés, l'autre de propriétaires capitalistes-entrepreneurs étant flagrante (...), (que) la classe ouvrière, si elle se prend au sérieux, si elle poursuit autre chose qu'une fantaisie, se la tienne pour dit : il faut avant tout qu'elle sorte de tutelle et que, sans se préoccuper davantage de ministère ni d'opposition, elle agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même. Etre une puissance ou rien, telle est l'alternative » (6).

Ces dernières années, Edmond Maire a pris sa part du travail pour qu'elle ne soit rien.

J. TOUBLET

Drôle de coucou !

Il faut souhaiter qu'un jour quelques malandrins nous offrent un recueil des discours d'Edmond, afin de rigoler un brin à la fin des réunions. Pour constater aussi qui était vraiment le coucou ; vous vous souvenez, cet oiseau qui vient pondre ses œufs dans le nid des autres. Une autre invention d'Edmond. Qui lui a permis de faire exclure de sa confédération les « gauchistes », « bassistes » et autres « anarchos ».

(1) « Au grand rêve de la rupture, nous substituons — avec un réalisme qui n'exclut nullement l'ambition — l'action quotidienne de transformation. »

(2) « On ne peut plus ignorer la complexité du réel, l'imbrication des forces et des intérêts en présence. » Avant Edmond, bien sûr, mouvement ouvrier et syndicalisme, c'était un peu léger du côté des ménages...

(3) « Tout vocabulaire relevant du manichéisme (y compris celui de la lutte de classes) est aujourd'hui plus obscur que descriptif. »

(4) Tout comme le mouvement syndical d'ailleurs. (N.d.R.)
(5) Chrétien.
(6) P.-J. Proudhon, « De la capacité politique... ».

Marianne et ses camps

Le 8 mars, le Collectif contre les centres de rétention appelait à une marche régionale contre le centre de Lille-Lesquin (à 14 h, boulevard Lebas). En effet, ces centres de rétention vont ouvrir avant les élections de mars 1986 : la rigueur pour assainir la société française des immigrés clandestins et délinquants.

Certains militants antiracistes ont provoqué les protestations de sociaux-démocrates bon teint : ils avaient osé comparer les centres de rétention à des camps de concentration. Hélas !, leur méfiance est justifiée par l'histoire de France.

La terreur démocratique

En septembre 1939, la République décide de purger la France des éléments « malsains », les étrangers et les subversifs. Déjà en 1937, beaucoup d'immigrés italiens avaient été renvoyés en Italie fasciste ; mais la crise économique demeurait. En 1939, les rafles se succèdent : on interne les sans-papiers, les ex-bagnards, les subversifs (syndicalistes, militants) et les étrangers « légaux ».

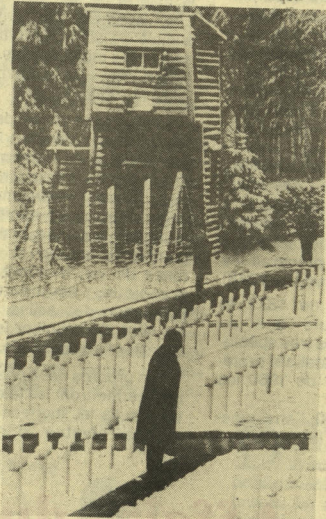
Van Vogt décrit la logique employée dans un ouvrage d'anticipation : « Les traiter sans ménagement dès le début ; insister pour prendre leurs empreintes, les photographier, et les obliger à se présenter à intervalles réguliers à la police, ce qui aurait l'avantage de présenter les apparences d'un comportement sévère, mais juste. Ce dernier plan peut séduire les Slans car, s'il est appliqué sur une période suffisamment longue, il semblera garantir leur sauvegarde, sauf celle d'un faible pourcentage, à la fois, parmi ceux qui se présenteront chaque jour à la police. La sévérité de cette méthode avait un autre avantage encore : elle donnerait aux Slans l'impression que nous nous montrons durs et prudents et, aussi curieux que cela puisse paraître, ils en viendraient à se rassurer peu à peu. » (1).

Pour Arthur Koestler, de nationalité hongroise, donc ressortissant d'un pays neutre, ces rafles prennent l'allure du Procès de Kafka : « Je consacrai la plupart de mon temps à faire des efforts désespérés pour régulariser ma situation. J'étais obsédé par la peur d'être renvoyé au Vernet, non pas tant parce que c'était un lieu insupportable, mais parce que je sentais que la France était condamnée et que les camps de concentration français allaient devenir des

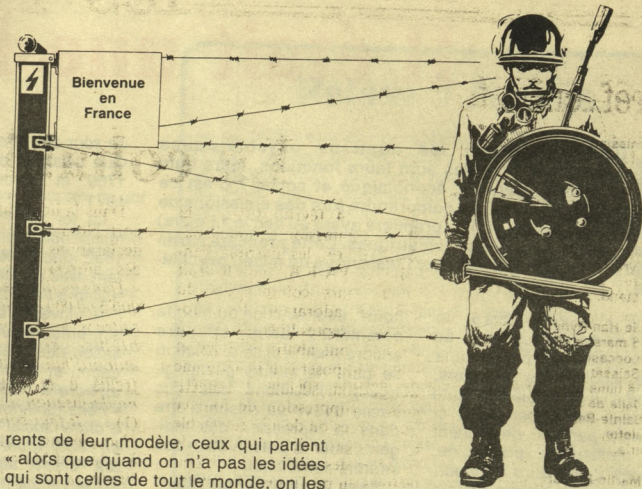
pièges mortels. Au début de mars, je fus prévenu par quelqu'un qui connaissait quelqu'un à la police que j'allais être arrêté à la prochaine rafle. Le 12 mars, mon appartement fut perquisitionné par des policiers qui fouillèrent de fond en comble et emportèrent la moitié de mes manuscrits et de mes livres, mais ne me posèrent pas la plus petite question... J'avais été arrêté sans aucune explication et, pendant tout ce temps-là, on ne m'avait jamais interrogé convenablement, jamais donné une chance de me défendre contre une accusation dont j'ignorais la nature. A chaque geste tenté pour en sortir, je m'enlissais de plus en plus dans le marécage. »

La peur petite-bourgeoise

Ce qui surprend surtout, c'est la toute-puissance de la bureaucratie française, qui est un appareil qui se recom-



pose à l'époque par une intervention renforcée dans la société à cause d'une crise économique sans fin. Déjà avant Pétain, le fascisme rongé les sphères dirigeantes et la petite-bourgeoisie : « juin 1936, plus jamais ça ! ». L'idée véhiculée par les médias est la suivante : la gauche est responsable de tous les maux. Et qu'est-ce que la « gauche » dans l'imaginaire petit-bourgeois ? C'est l'étranger, l'ouvrier, le terroriste. Bref, ceux qui sont diffé-



rents de leur modèle, ceux qui parlent « alors que quand on n'a pas les idées qui sont celles de tout le monde, on les garde pour soi ».

En 1939, ceux qui ont le plus subi le déchaînement de l'imaginaire bureaucratique étaient ceux qui croyaient trouver une terre d'asile : Espagnols, Allemands, Italiens fuyant les fascismes. A l'époque, pas d'extraditions, mais la France avait des camps encore plus durs que ceux des fascistes (ainsi l'ont ressenti ceux qui s'étaient enfuis de Dachau pour se retrouver au Vernet, à Gurs ou à Biribi).

Arthur Koestler raconte : « La détention, les corvées, les conditions matérielles indicibles et l'interminable série d'humiliations nous minaient lentement l'esprit. Le pire, peut-être, était le manque absolu de solitude. Vivre pendant des mois entiers dans un espace de soixante-quinze centimètres, dans un bourdonnement de ruche, sans une heure d'isolement, sans pouvoir sortir ne serait-ce que pour respirer, affectait même les nerfs des prolétaires plus robustes. J'avais le sentiment que mon cerveau s'était transformé en une sorte de marmelade qui ne permettait la formation d'aucune pensée cohérente. Les meules du malheur écrasaient lentement mais sûrement à la fois nos corps et nos esprits. » (2).

Certes, les centres ne font que ressembler à des camps en apparence. Mais la crise économique fait rage à nouveau, les idées petites-bourgeoises de repli sur soi contribuent à déstructurer une société morcelée ; l'idéologie dominante est anti-ouvrière de manière virulente et les « loups » sortent des bois. Ces centres sont livrés clefs en main aux bureaucrates et aux flics de plus en plus gagnés par la peur. Qu'ont-ils fait en 1939 ? Une seule décision politique en dehors de la routine effroyable : « en libérant les Italiens qui optaient pour le fascisme et en retenant prisonniers ceux qui optaient pour la démocratie, l'administration française adoptait une attitude que seuls les mots de « haute trahison » pouvaient qualifier. »

La fin des mythes

A l'heure où le débat politique est remplacé par des campagnes publicitaires, rappeler la vérité est inconvenant. Ecoutez Fernando et Manuel, enfants réfugiés d'Espagne en 1939 : « De 1937, quand j'ai quitté le village, jusqu'en 1945, j'ai toujours eu faim. Mais en Espagne, j'avais moins faim qu'en France : malgré tout, je pouvais toujours trouver quelque chose à grignoter, quelques pois chiches, un peu de riz, des lentilles ou des tomates. Tandis que, dans les camps, avec tous ces gardes et les fils de fer barbelés, j'étais comme dans un piège... » (3).

Les similitudes historiques dans la construction des Etats français et prussiens ont forgé des structures centralisées et bureaucratiques à l'excès. Le type de réponse apporté à la crise économique de 1929 par chacune des sociétés est le modèle de l'exclusion,

du bouc émissaire. L'Etat totalitaire cherche à régler un problème de société par le « classement » des citoyens. Le problème est globalisé, puis la bureaucratie agit. Ce qui est important pour l'analyse de la société en 1986, ici, c'est la voie totalitaire esquissée par la démocratie bourgeoise en 1939. Comment l'expliquer ?

La stratégie de l'exclusion

Depuis 1914, les Etats français et allemands sont imbriqués avec le capitalisme par l'interventionnisme économique puis social. Cette fusion s'est achevée en Allemagne dès 1928 ; en France, elle commence vraiment en 1958 avec de Gaulle.

En 1939, la France est encore un pays à dominante agraire alors que l'Allemagne est un monstre industriel. Le capitalisme est à l'agonie : les Etats centralisés choisissent la stratégie de l'exclusion pour casser l'émergence de la classe ouvrière dans le XX^e siècle. Les nazis brisèrent les organisations ouvrières et épingleaient des insignes sur les citoyens. Le pétainisme fut un retour aux valeurs autoritaires, lié à un modernisme technocratique : le capitalisme français devait se transformer dans le cadre de nouvelles relations sociales.

En 1986, la France est une puissance industrielle fragile en pleine crise. Exit l'Etat-providence social-démocrate et la théorie stalinienne correspondante de l'Etat-béquille du Capital. L'Etat français et le capitalisme français ne font plus qu'un, même si des variantes subsistent (comme l'archaïsme des « corps constitués » : armée, police...). Un exemple-clef : les caisses de sécurité sociale (non nationales) sont des « organismes privés chargés de la gestion d'un service public » sous contrôle politique des patrons et des bureaucrates syndicaux et sous contrôle financier de l'Etat. L'interpénétration est inextricable : une société détenant 50% de capitaux publics est-elle publique ? L'atomisation de la classe ouvrière passe par la stratégie de l'exclusion.

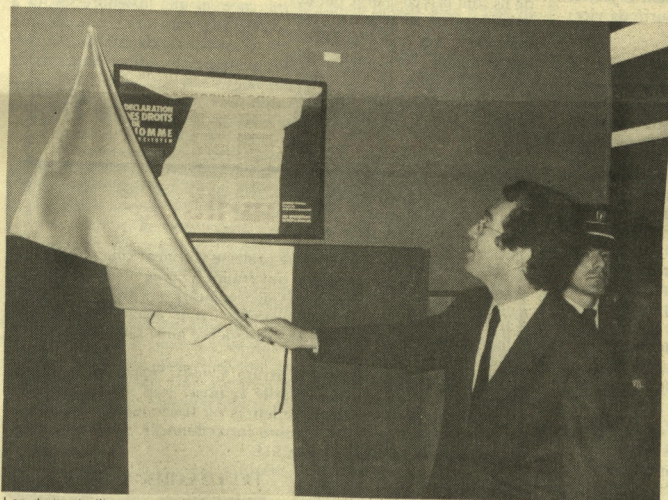
La droite américaine a choisi la privatisation à outrance comme stratégie anti-crise. Ceci est possible dans le cadre d'un Etat fédéraliste comme les Etats-Unis. Ainsi on peut y voir éclore des polices privées, et même des prisons privées. En France, la structure de l'Etat et le développement du capitalisme rendent utopiques ces pratiques comme l'ont montré les difficultés de la décentralisation de 1982-1983. Ainsi, il n'est pas absurde de déceler une tentation totalitaire dans la mise en place des centres de rétention, insérée dans une stratégie anti-crise.

XAVIER MERVILLE
(Gr. de Lille)

(1) A.E. Van Vogt, « A la poursuite des Slans », éditions J'ai lu.

(2) Arthur Koestler, « La lie de la terre », Livre de Poche.

(3) François-Marie Ribadeau, « Le Pain et la Pierre », « Espagne 36, l'enfant et la guerre », Atelier Marcel-Julian.



Les droits de l'homme dans un commissariat (1).

ion radicale
» signé à la
Rappelez-
accords de
sociale pour
avantages
riés !
on de classes
son nom, le
qui est de la
l'affronte-
tente d'ini-
évolutions :
fs, baisse de
diminution
e. Les sacri-
cadre de ce
social » se
d avec les
indications

iat, nouvel-
r l'innova-
C.F.D.T.
faire serait
in dans les
atronat lui
habitation
36 sera cer-
cohabita-

CHARLY
général, ex-
eur Plus » du
janvier 1986.

igné dans
ier ? Les
sections
licenciés
ur, à Bor-
à Dun-
partout,
industriel
médiati-
jour'hui

a société
classes,
salariés,
légitaires
reneurs
(que) la
se prend
poursuit
l'antaisie,
: il faut
sorte de
préoccu-
nistère ni
sé désor-
par elle-
me. Etre
telle est

es, Ed-
part du
soit rien.

DOUBLET
la rupture,
le réalisme
l'ambition —
e trans-

er la com-
les forces
« Avant
nt ouvrier
léger du

avant du
lui de la
l'hui plus

ant syndi-

capacité

Il était une fois les H.P.

QUE représentent les hôpitaux psychiatriques aujourd'hui ? Quelles sont leurs fonctions, leurs buts au niveau politique, économique et social ? C'est ce que nous avons essayé de comprendre lors des émissions de « Décharge publique » (1) (la première ayant eu lieu le 11 mars) concernant les hôpitaux psychiatriques. Cette première partie s'étant principalement axée sur l'histoire du milieu psychiatrique.

LE « fou », l'« idiot », le pauvre occupaient au Moyen Age primitif une place noble. Les premiers, même s'ils incarnaient la faute originelle punie par Dieu, et rachetée par Lui, deviennent des messagers privilégiés, chargés d'une aura d'amour, de sagesse. Le pauvre, lui, est couvert d'humilité et de gloire. Aussi, les déshérités du corps et de l'esprit méritent-ils l'aumône du croyant qui, les côtoyant, croit ainsi s'offrir l'occasion de faire preuve d'amour et obtenir le pardon de ses fautes.

De plus, rites païens et rituels chrétiens cohabitent, se confondent même : on danse, chante, festoie dans les lieux de culte. Les sages d'esprit (fous), les messagers de Dieu (idiots) et les humbles y trouvent aussi un toit pour la nuit et de la nourriture.

La famine, la peste, le « chômage », les guerres saintes, les invasions, etc., vont contribuer à la répression des pauvres : interdiction de la mendicité, recensement des indigents, création de taxes urbaines pour financer les bureaux des pauvres et d'aumônes générales.

Mais la charité administrative que l'on nomme aujourd'hui « solidarité nationale » ne suffit pas pour réguler les seuils d'intolérance à la misère et assurer l'ordre moral religieux. Qu'est-ce que la charité tant prônée par l'Eglise, qu'est-ce que notre solidarité moderne ?

L'une comme l'autre espèrent atteindre à la convivialité des inégalités sociales par la générosité des riches offerte aux déshérités. Il s'agit, hier comme aujourd'hui, de réguler les seuils d'insécurité par la répartition infime des richesses possédées par la minorité dominante. Lorsque cela échoue, la répression est brutale. Le XVI^e siècle, dit positiviste, humaniste, fut le point de départ de la création des lieux d'enfermement pour non-justiciables.

Naissance de l'asile

Le premier hôpital général s'ouvre à Lyon en 1618. Cent vingt suivront dans toutes les provinces de France (Paris en 1656). S'y entassent pêle-mêle dans la plus totale promiscuité et insalubrité, déments, violents, demeurés paisibles et indigents surpris en train de mendier. Les fous sont accusés de sorcellerie, d'hérésie, et les miséreux de transporter les maladies, le péché, notamment celui de l'oisiveté (mère de tous les vices !).

Le fou ainsi que l'innocent sont à tout jamais désacralisés. Ils n'inspirent plus que la

honte. Leur éviction du monde commence alors et dure encore (même si cette éviction se pare de talents pédagogiques). N'oublions pas que l'asile trouve sa raison d'être dans la répression des indigents pour la préservation des intérêts dominants.

Saint Vincent de Paul (1581-1660), prêtre français qui multiplia les fondations de charité : Enfants trouvés, Dames de charité, etc., dira : « La raison principale pour laquelle on a permis qu'on ait retiré ici des personnes hors des tracas de ce grand monde et fait entrer en cette solitude (hôpital général) en qualité de pensionnaire, n'était que pour les retirer de l'esclavage, du péché, d'être éternellement damnés et de leur donner les moyens de jouir d'un parfait contentement en cette vie et en l'autre. »

L'Edit de Paris ouvrant l'hôpital général stipule : « On les fera travailler le plus longtemps possible et aux ouvrages les plus rudes autant que leurs forces leur permettront... » Aucun doute n'est permis quant à la cohabitation des autorités civiles avec celles du clergé.

En 1670, huit mille femmes et enfants sont enfermés à La Salpêtrière, tandis qu'à Bicêtre l'hôpital se referme sur les hommes. Des enfants naissent, grandissent, travaillent et meurent en ces lieux. Des enfants de pauvres mais aussi des pauvres en esprit qui partagent avec les fous le même sort.

Il faut attendre l'apparition des aliénistes et la fin du XVIII^e siècle pour que soient distinctement séparée la folie et l'idiotie. Mais toutes deux demeureront l'apanage des classes pauvres.

Fin du XVIII^e siècle

Constitution de la psychiatrie comme discipline autonome.

Progrès de la médecine du corps.

Révolution de 1789 qui voit un grand nombre de miséreux menacer l'ordre bourgeois. Cette peur restera inscrite dans la mémoire de la minorité dominante et ternira profondément les rapports de la 1^{re} République avec le peuple. Rapports qui ne feront que se détériorer après les émeutes de 1848 et 1871. La psychiatrie, comme l'Eglise au Moyen Age, devient une police très efficace au service des intérêts dominants.

Esquirol (1772-1840), médecin français considéré comme l'un des premiers fondateurs de la nosographie psychiatrique, explique à propos des idiots : « Ils sont rusés, malins, menteurs, querelleurs, faciles à conduire et à diriger, incapables d'application et de travail,

ce sont des êtres parasites... » Que disait-on des révoltes de 1789, et surtout de 1848 et 1871 ?

La loi sur l'instruction primaire obligatoire du 28 mars 1882 ignore les idiots, admettant avec Esquirol leur irréductibilité à l'éducation.

A l'inverse d'Esquirol, Voisin, précurseur de la rentabilisation des idiots, prône l'éducation et défend l'« éducation spéciale des enfants ». « Pénétrons-nous des besoins d'ordre social (nous sommes en 1830). Etonnons-nous qu'au XIX^e siècle, aucune institution préservatrice ne prête moyens à ce besoin. »

Voisin ne fait que matérialiser une proposition ancienne : « L'oisiveté étant la mère de tous les vices, il faut arracher l'idiot à la paresse et le contrôler au plus près... Les imbéciles doivent autant que possible être mis dans l'impossibilité de nuire ou de compromettre l'intérêt social... ». Aucun malentendu n'est possible quant à la finalité de la psychiatrie. En 1834 Voisin, à l'heure de la révolution industrielle, inaugure la première école pour enfants vicieux (sic) nés extraordinairement, ou de parents aliénés. Elle fera long feu. La création de sous-prolétariats capitalisables à travers la mise en marge, s'avère prématurée, alors que le prolétariat, lui, préparait les « Trois Glorieuses » (1848)

C'est à partir de 1872 et jusqu'à nos jours que se créent les « usines très spéciales » appelées « ateliers protégés », et à partir de 1960 les C.A.T.

A partir de 1909, l'enseignement public crée les premières

classes de perfectionnement habilitées à recevoir les « réfractaires » au minimum scolaire exigé. La sélection est d'abord effectuée par les enseignants. Des « experts » apparaissent. Les pionniers en la matière seront Binet et Simon.

Modernisation de la psychiatrie

Une spécialisation psychiatrique voit le jour : la psychopédagogie, chargée de classer et d'orienter (exclure de l'école) les enfants du peuple qui ne peuvent pas assimiler la culture bourgeoise.

Cette spécialité sera suivie de la création d'une autre : la pédopsychiatrie qui combattra pour la création du concept de la « médecine sociale ». Ce tournant est extrêmement important dans l'approche de la folie et de ses arrières. Les victimes de l'injustice sociale ne sont plus criminalisées mais médicalisées. Cette option demeure et anime toujours le travail social.

Les progrès de la psychiatrie (Freud, Young, Piaget) l'amènent à se demander ce que font les idiots chez les fous. Mais l'urbanisme sauvage créateur de souffrances mentales, les traumatismes de guerre, la hausse de l'espérance de vie, le boom démographique, augmentent la population des asiles. L'asile qui veut s'humaniser tente de concilier l'inconciliable.

Les progrès de la pharmacopée permettront de faire « sortir abrupts et inoffensifs » un certain nombre d'internés.

Parallèlement, les asiles rentabilisent leurs structures en les spécialisant ou non. Les services spécialisés secourent les jugés curables, les services non spécialisés secourent ceux qui sont dit incurables (population concernant de nombreuses personnes âgées et de nombreux handicapés notamment les I.M.C.).

A partir de 1963, par circulaire, les « services d'arriérés profonds et de déments séniles ne nécessitent pas d'installation aussi poussée que l'hôpital psychiatrique » (sic). Pour rentabiliser ses structures internes, l'asile crée des annexes distinctes : hôpitaux de jour et sectorisation, chargés d'« améliorer » et de contrôler par la psychothérapie ou la camisole chimique les « anormaux » séjournant hors des murs. Qui sont les incurables de la circulaire de 1963 ? « Les idiots, les arriérés d'un niveau supérieur (?), les poly-handicapés incapables de se suffire à eux-mêmes dans tous les actes essentiels de la vie. »

A la suite de cet historique succinct, nous entamerons dans un prochain numéro les questions plus spécifiques concernant les hôpitaux psychiatriques. A savoir : quels sont les traitements employés ? quelle formation pour les infirmiers ? quel avenir pour les gens ayant subi les milieux psychiatriques ? (docteurs, juridiction).

MARTINE ET NICKY
(Gr. Libertat)

(1) Emission de Radio-Libertaire, un mardi sur deux, de 20 h 30 à 22 h 30. Les auteurs de cet article, et animatrices de l'émission, tiennent à remercier Aïsha pour son concours.

Affaire du Coral Fin du 1^{er} épisode

APRÈS un mois et demi de délibérés, la sentence vient de tomber : trois ans de prison, dont un an avec sursis, pour les accusés du Coral. Voilà comment la justice règle un dossier bourré de vices de forme.

Plutôt que de s'interroger sur les réels problèmes, elle a préféré s'en tenir à des affabulations montées de toutes pièces par un juge obsédé et condamner des individus. Visant à casser à travers ceux-ci une expérience, celle des Lieux de vie qui, de par ses résultats montre l'inefficacité des institutions de l'Etat. Aujourd'hui, tout n'est pas encore joué. Les inculpés ont fait appel. Il est vrai qu'en période électorale, les Lieux de vie ne sont pas la préoccupation essentielle.

C'est à nous, anarchistes, d'apporter tout le soutien nécessaire pour que, au travers de cette affaire, une expérience qui gêne ne soit pas purement et simplement éliminée. Il faut que celle-ci continue à vivre et à se développer pour accueillir les

enfants rejetés de tous, parce qu'ils dérangent.

L'« enfance rejetée » doit avoir le choix. Celui de vivre dans des lieux, en totale liberté, où ils sont pris en charge par des individus qui, en acceptant leur différence, peuvent répondre à leur demande. Nous avons déjà expliqué en long, en large et en travers, la supercherie du « procès du Coral ». La condamna-

tion de Claude Sigala et des autres accusés le confirme malheureusement.

Mobilisons-nous pour montrer que les Lieux de vie sont une expérience durable et efficace, et que la tendresse qui a dérangé tout au long de l'affaire n'est pas condamnable. Ne laissons pas assassiner les Lieux de vie.

MARTINE
(Gr. Libertat)

Communiqué

LA Fédération anarchiste proteste vivement contre les scandaleuses sentences qui ont frappé Claude Sigala et les autres accusés. De toute évidence, au travers de ces peines, la justice continue à tout mettre en œuvre pour dénaturer, criminaliser et finalement détruire une expérience qui a fait ses preuves : les Lieux de vie.

La Fédération anarchiste assure Claude Sigala et les autres inculpés de son active solidarité et invite tous ses militants et sympathisants à un envoi de lettres ou télégrammes de soutien (Tribunal de Paris, 10^e chambre correctionnelle, M. le président Malergue, 75006 Paris cedex 01).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Nouvelle insoumission à Bordeaux

La grille des procès de réfractaires à l'armée (voir M.L. n°608) se complètera d'un vingtième nom, celui de Bruno Poirier, qui risque un an à deux ans de prison. Comme tous les autres, Bruno refuse la militarisation de la société.

Conformément à la loi, Bruno avait demandé son statut d'objecteur de conscience. Celui-ci lui fut refusé par lettre en août 1984, il avait seulement omis de mentionner « son opposition à l'usage personnel des armes pour motif de conscience » (condition prévue par l'article 116-1 du Code du Service national).

Par retour du courrier, Bruno ajoutera la mention manquante. L'armée s'arrangera pour faire traîner les choses, son statut sera de nouveau refusé pour cause de forclusion. Bruno fera donc une requête auprès du ministère de la Défense qui aboutira à un nouveau refus. Nous ne pouvons admettre la mauvaise foi du ministère, Bruno avait bel et bien fait sa demande dans les temps impartis.

Il s'est donc retrouvé en situation d'insoumission. Un comité de soutien s'est ainsi créé sur Bordeaux. Notre ami, lui, a tenté de sensibiliser les municipalités socialistes de la région pour obtenir un soutien favorable de leur part. Un sénateur, un maire y ont répondu sur une dizaine de personnalités contactées. Les autres faisant la sourde oreille.

Bruno ne pouvant vivre cette situation précaire, sans travail ni logement indépendant pour assurer son quotidien, a décidé de se livrer à la gendarmerie de Bordeaux vendredi 28 février. Nous l'avons accompagné et étions une trentaine de personnes à ses côtés, la presse locale étant également présente.

Au début, nageant en pleine comédie, les gendarmes ont

refusé d'arrêter Bruno. On aurait pu fredonner « Arrêtez notre camara-a-a-de ! » en ayant la plaisanterie lourde. Nous sommes finalement rentrés dans la gendarmerie à plusieurs, au moment où la journée policière se terminait. Ils ont accepté d'enregistrer le procès-verbal de Bruno et de le garder. Il fut transféré ensuite à Périgueux, pour les « trois jours », histoire d'entendre Bruno, sans étonnement, refuser le port de l'uniforme et des armes. Ce qui permettra ainsi de le juger également pour « refus d'obéissance » !

Il faut se rappeler qu'à une certaine époque, nos gouvernants actuels avaient dans leur programme des propositions différentes de la loi qu'ils ont fait voter en 1983. Ainsi, par exemple, dans ses propositions de loi antérieures à 1981, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale proposait :

• « Art. L-42. Les jeunes gens qui souhaitent bénéficier des dispositions de l'article L-41 doivent adresser à cet effet au ministre chargé de la Défense nationale une demande assortie des justifications qu'ils estiment utiles. Cette demande peut-être établie à tout moment, et au plus tard deux mois avant leur incorporation... »

• « Art. L-48. Les jeunes sont affectés à une des formations prévues à l'article L-41 (...) (et) sont astreints à une durée du service actif égale à celle accomplie par la fraction du

contingent avec laquelle ils ont été incorporés. »

Malgré certaines améliorations, la loi votée en 1983 ne tient pas compte des principaux engagements antérieurs. La réglementation tatillonne fait que des jeunes comme Bruno se retrouvent dans des situations illégales. La durée du service civil demeure le double de celle du service militaire. Comment accepter une telle hypocrisie ! Que ceux qui n'ont pas tenu leurs engagements assument leurs responsabilités et n'hésitent pas à faire le nécessaire pour les tenir aujourd'hui.

Libérez Bruno Poirier et tous les autres réfractaires, avec une situation légale et intouchable ! Toutes les personnes qui se sentent elles aussi concernées peuvent rejoindre le comité de soutien à Bruno, signer et diffuser la pétition, souscrire, en nous écrivant : c/o C.D.E.S., 34, rue Lalande, 33000 Bordeaux (tél. : 56.92.63.58., tous les jours de 17 h à 19 h).

Le procès de Bruno est fixé, pour l'instant, au 14 mars 1986, à Poitiers. Venez-y nombreux pour le soutenir. L'heure et le lieu exacts vous seront précisés prochainement.

CAROLE
Gr. Durruti (Bordeaux)

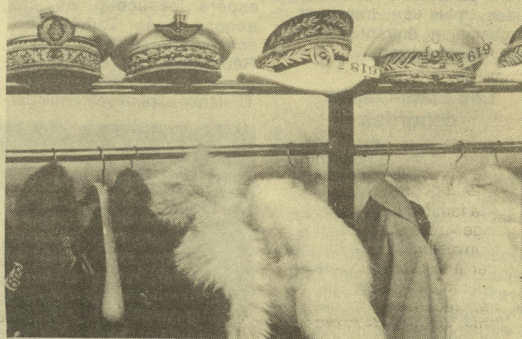
Relaxe à Nantes

NOUS avons eu une agréable surprise avec la relaxe pour « absence de base légale », mercredi 26 février, de Laurent Morel jugé pour insoumission au service civil. Ce jugement, nous ne sommes pas prêts de l'oublier car il s'avère que la loi mise en place en 1983 comporte des failles en ce qui concerne les objecteurs de conscience (art. L 116-4).

Depuis, ils sont « assimilés aux assujettis du service de défense » et le texte renvoie à l'article 146 du Code du Service national pour l'insoumission. Cet article définit comme insoumis tout individu qui ne défère pas à la convocation des autorités militaires « en cas de mobilisation générale ou d'état de mise en garde ». La France (sauf au-delà de ses frontières, bien sûr) étant en temps de paix, elle ne peut donc pas considérer les antimilitaristes refusant l'armée et le service civil comme insoumis, et donc opérer des poursuites contre eux-ci.

Nous ne pouvons, nous antimilitaristes, laisser passer cette « lacune » que comporte le texte de 1983, même si tout n'est pas encore joué pour Laurent Morel, puisque le parquet peut encore faire appel pour éviter ainsi un précédent favorable aux réfractaires. C'est donc une affaire à suivre...

CAROLE
Gr. Durruti (Bordeaux)



Soutien à Montpellier

DANS le cadre des luttes antimilitaristes, nous avons pu le constater ces derniers mois avec la reprise des procès, les insoumis totaux ne sont plus les seuls à être pris à partie par la justice, désormais la répression s'étend également aux objecteurs insoumis.

A Montpellier, deux objecteurs (Gérard Caro et Jean-François Mazeran) refusent de servir de quelque façon que ce soit un Etat (et l'idéologie qu'il

personnifie) dans lequel ils voient le premier responsable des guerres. Ils refusent de tomber dans le piège d'un statut accordé dans l'espoir de s'assurer la neutralité des objecteurs dans le combat contre la militarisation. De plus, est-il nécessaire de revenir sur les conditions du service civil ? Les objecteurs sont réduits à une main-d'œuvre sous-payée, spoliée de leurs droits politiques et syndicaux.

Suite à leur refus répété de suivre les ordres de route signifiés par la gendarmerie, les choses semblent s'accélérer pour Gérard et Jean-François. Ainsi, en ce qui concerne Jean-François l'affaire est passée entre les mains de la justice : le procureur a été saisi du dossier.

Compte tenu du climat actuel, avant même de connaître les dates des procès vers lesquels nous nous acheminons sans aucun doute, il nous est apparu nécessaire de nous organiser. Un comité de soutien a rapidement été mis sur pied et des actions ont d'ores et déjà été entreprises (nous avons pu constater un certain écho au niveau de l'opinion) :

- perturbation de la cérémonie inaugurale du Zénith (déploiement de banderoles, slogans et tracts) ;
- présence au concert de Higelin (au cours duquel nous avons obtenu le soutien de l'artiste), etc.

Une pétition a bien entendu été mise en circulation, elle nous a déjà permis d'obtenir un nombre important de signatures. Voilà, à ce jour, la situation. Nous vous tiendrons informés de l'évolution de notre lutte. Nous réclamons le respect de la liberté d'opinion à laquelle nous ne tolérons aucune borne, pas plus l'armée et la raison d'Etat, qu'aucune autre.

Le comité de soutien
Contacts : Gérard Caro, 18, rue de la Garenne, 34000 Montpellier.

Procès d'Alain Souche

Le procès d'Alain Souche se déroula le 28 février à Lyon. Militant libertaire et antimilitariste depuis plus d'une dizaine d'années (voir M.L. n°608), Alain a su créer un rapport de force favorable afin de s'exposer le moins possible à la répression. Le président sembla d'ailleurs fortement gêné : « Alain Souche, vous êtes insoumis depuis 1976 ; depuis l'armée ne veut plus de vous, vous êtes réformé. Le délit d'insoumission qu'on vous reproche aujourd'hui existe toujours, mais puisque l'armée ne veut plus de vous... »

Néanmoins le procureur demanda la fermeté, arguant de l'égalité des droits et des devoirs de chaque citoyen devant la loi. M^e Myriam Picot précisa les soutiens de Denis Langlois, de Claude Autant-Lara, de M^e de Félice, du Syndicat de la magistrature des Pays-Bas, de sections syndicales hollandaises... Ce sont les luttes antimilitaristes qui permettent un changement des lois (loi sur l'objection de conscience).

Les juges écoutèrent avec attention la synthèse des idées d'Alain qui leur remit d'ailleurs un mémoire pour qu'ils puissent mieux délibérer pendant la suspension d'audience. Le verdict de quatre mois de prison avec sursis est assez clément. Gilles Recochet, insoumis total incarcéré à la prison de Montluc (1), comparaitra le 21 mars (son procès a été repoussé) devant cette même chambre pour insoumission et refus d'obéissance.

ERIC HÉBERT
(Gr. de Rouen)

(1) Gilles Recochet, Prison de Montluc, 1, rue Jeanne-Hachette, B.P. 3001, 69391 Lyon cedex 03.

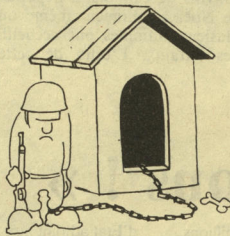
Quatorze mois de prison pour Bruno Sanchez

BRUNO SANCHEZ, membre de la revue *Emancipations* de Bayonne, insoumis total, est passé en procès à Versailles le 27 février dernier sous l'inculpation de refus d'obéissance. Refus auquel il a été, par ailleurs, forcé puisqu'il a été conduit de force dans une caserne du département des Yvelines, probablement pour l'éloigner de tout soutien de Bayonne et pour le faire dépendre du tribunal de Versailles, réputé pour sa jurisprudence sévère.

Il avait déjà été condamné par défaut à six mois de prison ferme pour insoumission par le tribunal de Dijon, mais cette peine était probablement insuffisante pour les militaires... La juge de Versailles, une paranoïaque ayant peur de la portée des arguments de Bruno et de M^e de Félice (son avocat), se retrancha derrière son pouvoir de condamner et ne s'en priva pas. Verdict : huit mois de prison ferme, suivant ainsi la demande du procureur.

Celui-ci parut même être moins stupide que la juge, c'est dire ! Nous ne savons pas encore si Bruno fera appel, mais vous pourrez l'apprendre en téléphonant au répondeur antimilitariste, au (16.1) 43.03.62.03. Bruno Sanchez (mat. 22878) est incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (5-10, rue Alexandre-Turpaut, 78390 Bois-d'Arcy), on peut lui écrire pour le soutenir.

Coordination de soutien aux réfractaires
Coordination de soutien aux réfractaires, c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11.



IRLANDE DU NORD

Provocation unioniste

La résistance des loyalistes à l'accord anglo-irlandais, qui octroyait un droit de regard de la République d'Irlande sur les questions d'Irlande du Nord, a démarré lundi 3 mars par une grève générale largement suivie par la communauté protestante.

Elle avait été, précisons-le, minutieusement préparée et les intimidations pressantes sur les éventuels « jaunes » se sont succédées pendant tout le week-end précédant l'action. Les commerçants et les chefs d'entreprises qui se risquaient à ouvrir ont été menacés de boycott permanent. Dans ces conditions, comment s'étonner de l'ampleur du mouvement ? Pendant vingt-quatre heures, les six comtés furent paralysés : routes bloquées, plus de transports, magasins et entreprises fermés, électricité rare...

Les états-majors débordés

Le danger nouveau qui s'est révélé avec cette démonstration de force, c'est le débordement des dirigeants unionistes par leur base déçue par les négociations et désireuse d'en découdre sur le terrain. Trois niveaux de pouvoir sont en effet apparus :

- au sommet, les dirigeants des partis : le révérend Jan Paisley pour le Parti démocratique unioniste et M. James Molyneux pour le Parti unioniste officiel, désavoués par de larges secteurs de leur base ;

- le « 1986 Workers Committee », coordinateur de la grève ;

- enfin, sur le terrain, la grève a été menée par les Ulster Clubs fondés spécialement pour combattre l'accord.

C'est dans ces « clubs » que se regroupe les éléments les plus déterminés, en marge des partis. Ils sont prêts, en liaison avec les forces paramilitaires loyalistes, à lutter contre l'armée britannique s'ils se sentent trahis par Londres. Ce genre de radicalisation est un fait hélas ! habituel dès que le vieux statu-quo colonial semble un tant soit peu remis en cause quelque part dans le monde. De l'O.A.S. aux réactions des petits-blancs Caldoches aujourd'hui, les exemples ne manquent pas.

La sinistre Dame de fer espère beaucoup de cet accord avec Dublin. En échange de ce geste avec la République, de ce pseudo-partage de responsabilités, Thatcher espère voir diminuer

le soutien de la population républicaine au Sinn Fein et à l'I.R.A. Mais ceci semble très compromis par l'opposition des partis qui y voient une renonciation de la part du Sud à la réunification, laquelle reste attachée l'immense majorité de la communauté catholique.

Celle-ci continuera donc de subir une répression armée et policière sans égale en Europe occidentale, pendant que l'on opposera aux unionistes radicaux une résistance de principe, pour ne pas renforcer leur détermination. Lundi 3 mars, les « forces de l'ordre » presque entièrement composées de protestants se sont signalées par leur laisser-faire, s'interposant uniquement pour empêcher les manifestants de ratonner dans ses chasses gardées que sont les ghettos républicains.

DENIS
(Gr. de Conflans)

ETATS-UNIS

Opération « mentons ! »

LES Etats-Unis sont déterminés à ne plus soutenir des dictatures dont le spectaculaire dureté les dévalent trop gravement auprès du monde bien pensant et devenu maintenant plus ou moins cotournier de la défense des droits de l'homme. Il y a à cela autant d'intérêts directs que de propagande.

Les capitalistes ne sont-ils pas plus à leur aise avec des démocraties libérales qu'avec des dictatures finalement pas si stables que cela, tant leur barbarie génère des oppositions menaçantes ? Les libéraux considèrent aujourd'hui les dictatures comme des archaïsmes, qui plus est, un gouvernement démocratique se montre généralement plus docile qu'un tyran qui se prétend le seul capable de savoir « ce qui est bon pour la population ». Les démocraties se montrent aussi plus compétentes dans la gestion des affaires du pays, en fait même complètement soumises au F.M.I. dans bien des cas, et souvent moins corrompues aussi. Les fortunes amassées par Duvalier à Haïti et Marcos aux Philippines ne sont pas autre chose que des détournements de fonds (1).

Dans ce contexte, les Etats-Unis ont beau jeu lorsque des hauts fonctionnaires annoncent sur le ton de la confiance, mais non moins officiellement, que le prochain est Pinochet. En effet, c'est quasiment tous les jours qu'ont lieu au Chili des manifestations, avec des affrontements qui s'achèvent régulièrement par des dizaines d'arrestations. Les Chiliens n'ont rien à perdre, les capitalistes ont tout à gagner dans la paix sociale : il est donc temps de lâcher un peu de lest.

De la propagande... et des faits !

Reagan mène actuellement une campagne (depuis trois semaines et pour encore une semaine) auprès du Congrès et

du Sénat afin de débloquent tout simplement cent millions de dollars pour aider la guérilla antisandiniste. Il s'agit d'une part de la reconduction de l'aide civile de trente millions attribuée l'an passé mais en outre d'une aide de soixante-dix millions prise sur le budget des services de renseignements : une aide militaire. Cela se justifie très facilement, plaçant une phrase qui sert toujours dans ce genre de circonstances, Reagan a pu déclarer devant des députés républicains : « On ne peut se battre contre des hélicoptères d'assaut pilotés par des Cubains avec des pensements et des moustiquaires ».

Ceci n'est pas autre chose qu'un tournant offensif, visant à en finir rapidement, passant d'une crypto-intervention à une intervention directe. N'est-ce pas dans cette optique que Reagan se rendait le 20 février dernier à La Grenade (« libérée » en octobre 1983) et y déclarait : « Nous assistons aujourd'hui au Nicaragua à une succession d'événements similaires à ce qui s'est passé ici »... ce qui explique fort logiquement qu'une aide militaire apportée par les Etats-Unis à la guérilla antisandiniste permettrait au peuple nicaraguayen de se « libérer de la tyrannie communiste et de gagner cette liberté dont vous bénéficiez maintenant à La Grenade » ? Peut-on croire que toute cette intox est gratuite ?

Derniers préparatifs ?

Faut-il s'étonner quand le secrétaire d'Etat Shultz, qui est le publicitaire direct de Reagan, s'alarme sur la situation au Nicaragua, déclarant que le congrès doit voter une aide militaire « avant qu'il ne soit trop tard » ? Faut-il s'étonner quand il assimile la question nicaraguayenne à celle des Philippines, tout comme l'avait fait précédemment le secrétaire

GRANDE-BRETAGNE

Soutien aux mineurs

Le 2 mars dernier s'est déroulée à Londres une importante manifestation de soutien aux mineurs britanniques toujours emprisonnés du fait de leur grève.

A l'appel du Collectif d'information et de soutien aux mineurs britanniques (1), un groupe d'environ quatre-vingts personnes est parti de Paris pour se rendre dans un premier temps dans le Kent (bassin de Betteshangea), puis à Londres afin d'exprimer par le fait sa solidarité à la lutte sociale qui se mène actuellement contre Thatcher. L'entraide ne se théorise pas, elle se vit.

Cette date anniversaire de la fin de la grande grève d'un an, conduite par les mineurs, fut l'occasion supplémentaire de rencontre et de dialogue avec une communauté saignée à blanc par la répression mais aussi formidablement soudée dans son syndicat, la N.U.M. Cette répression, un an après la fin de la grève, continue féroce à frapper. La Thatcher a des réserves inépuisables d'arrogance et de mépris envers ceux et celles qui refusent le diktat et la botte. Trente mineurs sont encore emprisonnés, cinq cents autres victimes de la répression sont empêchés de retourner à leurs puits et à leur travail qu'ils ont pourtant défendus pendant douze mois de façon exemplaire.

Ce conflit fut révélateur, entre autres, de l'efficacité de la solidarité internationale. Les dockers et les cheminots australiens refusèrent de charger le charbon pour la Grande-Bretagne, la C.G.T. a expédié 75 millions de centimes et trois convois de camions à l'époque de Noël au moment même où plusieurs familles ont accueilli des enfants. L'écho de cette

lutte a résonné dans le monde entier et le soutien actif international n'est pas pour rien dans la durée exceptionnelle du conflit.

Les structures répressives britanniques ne se sont d'ailleurs pas trompées, les droits de l'homme et les droits syndicaux ont été violés. Les mineurs réprimés l'ont bien été pour des raisons politiques et pour des délits d'opinion. Dans le Kent, le N.C.B. (Charbonnages britanniques) refuse toute négociation, toute discussion avec des individus ou des représentants syndicaux sur la question de la réintégration. Tous les membres de la direction syndicale (sauf un) sont licenciés et le N.C.B. refuse la reconnaissance du syndicat, les fonds de la N.U.M. sont mis sous séquestre par la justice.

La Grande-Bretagne semble désormais n'être plus qu'un laboratoire d'essai antisocial. Les idées neuves apparaissent et les conflits sociaux ne se règlent que par le mépris et la morgue. C'est maintenant au tour du Syndicat du Livre d'entamer la lutte. Le groupe de presse Murdoch (Murdoch-Hersant, même combat !) se restructure, démantage et licencie. La veille même de la manifestation des mineurs, eurent lieu lors d'un rassemblement trente-deux arrestations de grévistes à Wapping où sont maintenant installés les journaux du groupe... et les piquets de grève. Une campagne de boycott a été lancée et on se raconte la dernière histoire anglaise : « Savez-vous pourquoi nous n'avons pas l'équivalent de Le Pen chez nous ? C'est parce que nous avons Thatcher. ».

JEAN-PIERRE GAULT

(1) Collectif d'information et de soutien aux mineurs britanniques, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

d'Etat adjoint aux Affaires inter-américaines (2) ? C'est en fait une progression logique pour une campagne de propagande en vue d'un renversement du pouvoir au Nicaragua. Celui-ci peut se produire de diverses manières, mais il est évident qu'il ne peut s'agir ici que d'une intervention militaire et il est visiblement dans l'intention de Reagan de se donner les moyens de récupérer le Nicaragua dans la zone d'influence des Etats-Unis. Cela n'est pas nouveau, mais il y a eu ces derniers temps une progression dans ce sens.

Que signifie donc la nomination de Habib comme représentant spécial pour l'Amérique latine, afin de « parvenir à une solution diplomatique au Nicaragua » ? On pourrait croire qu'il va s'agir de reprendre des négociations interrompues... On peut croire aussi que Reagan compte de cette manière réclamer encore et toujours une aide militaire avec l'argument supplémentaire de la nécessité d'être en position de force dans les pourparlers : refrain connu. Libre à lui ensuite de décider d'un putsch sous couvert bien sûr d'une nécessité soudaine, « avant qu'il ne soit trop tard »...

La monstruosité des propos et des actes reste incontournable, surtout du fait de la propagande qui les enrobent. Dans un contexte de récession économique, promettant une nouvelle accentuation du protectionnisme, et de déficit budgétaire menant logiquement à l'austérité, l'anticommunisme belliqueux semble en mesure de l'emporter. Ainsi, tandis que le Congrès va peut-être voter ce supplément d'aide aux « contras », il va réduire très fortement les aides sociales aux Etats-Unis. Sans commentaires.

LE FURET

(1) On nous exhibe maintenant ce que l'on savait déjà : Duvalier dispose de 400 millions de dollars, Marcos de 3 milliards.

(2) Ce dernier faisant un parallèle entre Haïti, Philippines, Chili et Nicaragua. Une sorte de degré ultime de la propagande.

ANGLETERRE

Stalag-Wapping

LA lutte continue à Wapping, complexe de la banlieue est de Londres, où Rupert Murdoch a transféré la totalité de ses établissements. Les piquets de grève se renforcent encore davantage et le mot d'ordre de sabotage de la distribution des organes de presse *The Times, The Sun, Sunday Times, News of the World* est efficacement suivi. Il s'agit pour les grévistes de s'emparer, tôt le matin, de la presse « jaune », de s'en emparer ou de la rendre invendable. Les chauffeurs de la T.N.T. (entreprise de distribution appartenant à Murdoch) ont été attaqués, leurs véhicules endommagés.

La police commence à se comporter comme pendant la grève des mineurs : arrestations, contrôle de la population, des routes... Wapping va devenir zone interdite. Et toute action secondaire étant rendu illégale par des jugements de tribunaux, les syndicats (privés, volés plutôt, de leurs fonds) ne comptent que sur la solidarité de la classe ouvrière. La solidarité avec les 5 000 ouvriers licenciés passe par le renforcement des piquets de grève, le sabotage et le boycott de la distribution de la presse Murdoch (1).

L'ESSENCE du fascisme n'est pas son intolérance raciale ni la suppression des libertés ou encore sa violence. C'est l'écrasement de tout ce qui ressemble à une classe ouvrière organisée et, éventuellement, des organisations syndicales.

URUGUAY

Création d'un comité pro-F.A.U.

LE mouvement anarchiste uruguayen se réorganise avec persévérance, malgré les coups très durs qu'il a reçus pendant la dictature qui a détruit toute une infrastructure militante relativement importante, éliminant nombre de militants et en envoyant d'autres plus de dix années en prison.

Le premier acte de ce comité a eu pour thème la commémoration de l'assassinat de Sacco et Vanzetti. Le résultat de cette première tentative est jugé satisfaisant d'autant plus que la propagande avait été peu importante. Il ne peut donc être qu'un encouragement à continuer dans la voie de la construction d'une organisation anarchiste.

Cette action se situait d'ailleurs bien dans l'objectif de reconstitution de la Fédération anarchiste uruguayenne, de même que le lancement d'une revue de réflexion destinée à alimenter le débat, en particulier autour du problème de l'organisation spécifique, de son rôle et de son fonctionnement. Cette revue s'appelle *Recortes* et en est déjà à son troisième numéro.

Les camarades nous précisent leur objectif. « En ce qui concerne l'organisation, il s'agit de restructurer la vie interne, de nous doter de formes organisationnelles qui nous permettent une action féconde, réaliste et à caractère libertaire sur les différents axes de travail.

« Nous devons déclarer que l'ensemble des tâches organisationnelles internes ne nous conduit pas à négliger ce qui demeure indispensable, à savoir l'insertion dans le mouvement ouvrier et populaire. Au contraire, les deux doivent aller de pair : telle est notre préoccupation, que soient menés simultanément les fronts d'activité externes : ouvrier, de quartier, étudiantin et sur les droits de l'homme.

« Mais dans l'ensemble de tâches internes et externes, nous donnons la priorité au travail de construction de l'organisation anarchiste car nous estimons que c'est à partir d'un bon fonctionnement que nous pourrions apporter dans le domaine social les réponses libertaires adaptées à cette réalité historique spécifique. »

Nul doute que la renaissance officielle de la F.A.U. ne soit pour bientôt. C'est en tout cas le vœu que nous formons pour les camarades.

Il obtient un soutien populaire par une propagande démagogique, qu'elle soit nationaliste ou raciste ;

Il supprime les libertés parce que les principes qui les sous-tendent sont erronés et ne supportent aucune critique ;

Il utilise la violence pour s'emparer et conserver le pouvoir, par une politique de fraction, distinguant et désignant du doigt une minorité, puis une autre pour se voir considérer à la fin comme invincible. Diviser pour mieux régner !

Le fascisme n'est pas nécessaire en Angleterre pour la classe capitaliste car le prétendu système démocratique utilise ses méthodes. Le bouc émissaire de ce populisme furent les syndicats. Les syndiqués (et les militants syndicaux) sont marqués dans l'esprit de la population, des travailleurs ordinaires et même de ceux qui appartiennent sans l'avoir fait exprès à une organisation syndicale, par une image de fainéants, de rapaces, de travailleurs surpayés, essayant de grappiller le plus possible.

Les travailleurs du transport, dont les grèves sont si impopulaires, se sont fait — il y a longtemps — laminés. Les enseignants, alors corporation exigeante, ont vu leurs salaires revenir à un niveau qui était celui des salaires des domestiques qu'ils employaient. Les mineurs furent défaits...

Maintenant, le syndicat le plus puissant de tous, celui du Livre, se voit placé hors la loi avec ses avoirs confisqués par

l'Etat et se réveille pour remarquer que les droits légitimes de ses travailleurs sont suspendus. A quoi cela sert-il de bénéficier de ses « droits légaux » (indemnités et primes) si n'importe quel patron vicieux peut les contourner comme il le fait maintenant ?

Ce fut particulièrement rusé de la part du gouvernement d'interdire toute « action syndicale secondaire » — piquets de grève ou boycott à l'occasion d'un conflit qui n'intéresse pas directement le concerné —, en sachant pertinemment que n'importe quel patron pourrait créer autant d'entreprises à une même adresse et rendre par là même illégale toute action con-

tre lui-même !

Les grévistes de Wapping défient la loi bien que le droit de grève est encore légal (ou bien supposé l'être). Pour un patron qui souhaite contourner la loi (comme Murdoch) et éviter de payer les indemnités et salaires, il est facile de s'y prendre de cette façon : amener les travailleurs à faire grève en les menaçant de licenciement, puis, une fois en grève, les licencier ! Il n'a pas, dans ce cas, à payer d'énormes indemnités. Murdoch a ainsi économisé des millions de livres par cette pratique. Les agents du fascisme d'aujourd'hui, en Angleterre, sont les avocats, consultants et médiateurs.

Des cabinets de conseils viennent travailler avec Murdoch, lui permettant de mettre à la porte 5 000 ouvriers à bon marché, lui montrant qu'en créant plusieurs entreprises au sein de la sienne, il mettait au pas les syndicats... et personne ne s'est rendu compte que l'ennemi était là, non pas dans la rue mais à Lincoln's Inn Field, Inns of court (2). Peut-être Thatcher exorcisera-t-elle (à ses dépens) le mal qui touche la classe ouvrière ?

REL. INT.
(d'après « Black Flag »)

(1) Les travailleurs du Livre licenciés n'ont pas droit aux allocations chômage ! Ils vivent sur la caisse de grève. Uniquement !

(2) Sièges de cabinets juridiques.

ESPAGNE

« Ni O.T.A.N. ni base »

LE 23 février s'est déroulée une gigantesque manifestation à Madrid dans le cadre de la campagne qui précède le référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'Alliance atlantique. Le mouvement pacifiste espagnol paraît en mesure de gagner de référendum malgré la volte-face des socialistes au pouvoir qui sont devenus les principaux partisans de l'O.T.A.N.

Au milieu d'un mouvement très hétéroclite qui regroupe les partis communistes, d'extrême gauche, certains partis nationalistes régionaux, des mouvements écologistes, pacifistes, féministes, etc., la C.N.T. a pris position et participé à la manifestation du 23 février. La presse nationale espagnole a noté la présence des « nombreux drapeaux rouges et noirs de la C.N.T. ».

Voici les arguments principaux que développe la C.N.T. sur ce thème, dans un dépliant largement diffusé. « D'abord ils se trompent ceux qui pensent que l'Europe que nous voulons est celle des canons et des missiles et ils se trompent encore quand ils disent que

l'adhésion au Marché commun entraîne inéluctablement l'adhésion à l'O.T.A.N. La République d'Irlande appartient à la C.E.E., mais pas à l'O.T.A.N. Il y a même plusieurs pays dont personne ne peut nier le développement et qui ne sont membres d'aucune des deux organisations : Suède, Autriche, Finlande...

« On nous fait également valoir ce qu'aurait de positif pour la stabilité de l'Etat espagnol l'appartenance à l'O.T.A.N. Et ils oublient à ce sujet que la Grèce en faisait partie lors du coup d'Etat des colonels, de même que la Turquie quand les militaires plongèrent le pays dans un bain d'horreur et de torture, et aussi le Portugal quand Salazar imposait sa tyrannie sur le pays voisin.

« On nous taxe de prosoviétisme, tous ceux qui sont contre l'O.T.A.N. et tous les blocs militaires. On nous accuse de ne critiquer qu'un seul bloc et de rester passifs devant l'autre. Mais ils oublient quelque chose de fondamental : c'est de l'O.T.A.N. qu'il est question de sortir, pas du Pacte de Varsovie, parce que

c'est de celui-là que nous sommes membres. Dans cette situation, les Américains sont nos Russes. Nous sommes autant opposés à la soumission aveugle de la Roumanie à l'U.R.S.S. par exemple qu'à celle de notre pays à l'égard des Etats-Unis. Et tout le monde doit bien être persuadé que cette soumission serait totale, parce qu'à l'O.T.A.N. on ne vote pas, et celui qui commande commande... »

« Ensuite, ces partis, ces moyens de communication, ces personnages contrôlés comme toujours par la servitude qu'impose l'argent nous disent utopiques. (...) Nous le sommes tellement peu que nous ne demandons que ce que demandait l'O.N.U. en 1980 : la dissolution des blocs militaires et l'arrêt de leur extension à de nouveaux pays.

« Ainsi, nous disons non à l'O.T.A.N. Et contre ce que disent nos dirigeants, nous le faisons avec bon sens. Parce que personne ne peut penser avec bon sens qu'on va vers la paix et la détente en s'intégrant dans un bloc militaire. »

SECRETARIAT R.I.



Rencontre-débat L'abstention révolutionnaire

LE samedi 15 mars, à partir de 16 h, la librairie du Monde libertaire organise une rencontre-débat consacrée aux élections, tant législatives que régionales, qui doivent se dérouler le lendemain. Depuis des années, à chaque échéance électorale, inlassablement, les anarchistes dénoncent en un discours devenu traditionnel le mirage à illusions que

constitue la participation au système parlementaire. Cette fois encore, comme il y a cinq ans, les groupes et les militants de la Fédération anarchiste ont « mené campagne » pour l'abstention. Mais l'originalité de la situation politique actuelle, en faisant tomber l'une après l'autre les illusions qu'avait créées la gauche, et en soulignant la totale identité d'intérêt de toute la

classe politique, devrait constituer une chance pour l'anarchisme, non seulement de vérifier la justesse de sa critique, mais de la renforcer, de la propager plus fortement auprès d'un plus grand nombre, d'avancer ses propositions pour un changement révolutionnaire.

GÉRARD

Agir... Plutôt qu'élire !

CROIRE que, parce qu'elle prône l'abstention, la Fédération anarchiste se désintéresse de la question électorale serait une idée reçue et une erreur.

A la fois base légale et justification de l'idée d'Etat-Nation, le système électoral et son expression sont autant d'instantanés reflétant le stade d'évolution de l'Etat (depuis le suffrage censitaire jusqu'au suffrage universel, du droit de vote des femmes à la question actuelle de celui des immigrés) et sa capacité à harmoniser les différents groupes de la société dont il prétend résoudre — ou à défaut régenter — les antagonismes.

Du changement de l'économie à l'économie du changement

Si l'impression qui domine, en cette campagne des législatives de 1986 est celle d'un système qui tourne à vide, c'est que la dualité qui a caractérisé la vie politique française durant ces trente dernières années a volé en éclat, en l'espace d'une législature à peine.

L'accent mis, tout au long de cette campagne, sur son côté spectacle et la question subsidiaire sur la cohabitation ne sert qu'à masquer la convergence de vues de la classe politique de droite comme de gauche. Pourtant la gauche parlementariste, et en tout premier lieu le Parti socialiste qui se proclame l'héri-

tier du Front populaire de 1936, avait réussi à force de persévérance à effacer toute référence au passé peu glorieux de la S.F.I.O. et de la IV^e République.

Mieux, en jouant la carte de l'Union de la gauche, elle était parvenue ces dix dernières années à contrôler suffisamment les organisations syndicales pour canaliser et verrouiller le mouvement revendicatif jusqu'à l'intégrer dans sa stratégie de conquête du pouvoir. Et, en dépit des efforts déployés par les minorités syndicales au sein desquelles se faisait aussi entendre la voix anarchiste, la mayonnaise prit. Elle prit au-delà de toute espérance, et la voie parlementaire, la conquête du pouvoir par les urnes, devenait réalité et solution ultime aux problèmes du moment. Le Front « popu » n'avait pas eu la durée, l'Union de la gauche l'avait ; les ouvriers de 36 avaient inauguré l'occupation des usines, ceux de 81 feraient l'économie même de la grève.

De l'illusion...

Dire que la gauche a réussi à faire pire que la droite, du moins sur le plan du consensus n'est certes plus à démontrer, mais il ne faudrait surtout pas s'en tenir à ce constat qui néglige l'analyse des raisons qui ont rendu cette situation possible et permet aux mêmes sirènes de recommencer perpétuellement leur éternelle chanson.

Par delà la succession apparemment fortuite des événements politiques et sociaux depuis 1974, toutes les solutions proposées ont convergé vers l'acceptation et la gestion de la crise par ceux-là même qui prétendaient au changement. Si la montée de la gauche a coïncidé avec la montée de la crise, du mécontentement et des revendications, elle s'est également accompagnée du verrouillage, allant jusqu'à la casse, du mouvement revendicatif.

Si la restructuration des secteurs industriels, telle la métallurgie, explique en partie l'actuelle crise du syndicalisme, sa volonté délibérée de subordonner toute action revendicative aux impératifs électoraux a contribué à une désaffection alors même que la crise se développait. Car durant la période précédente 1981, les échecs successifs des luttes, le « dosage de la pression » de la part de la C.G.T., les recentrages et exclusions internes à la C.F.D.T., tout concourait à faire du bulletin de vote le recours ultime, l'unique instrument d'une victoire par laquelle ces mêmes organisations assureraient la paix sociale.

Prôner l'abstention s'était, rappelons-nous, faire le « jeu de la droite » ; il est toujours permis d'en sourire aujourd'hui. L'euphorie de 1981 s'est jouée sur un fond de démobilisation et d'intégration des structures syndicales à l'appareil d'Etat, et pas seulement d'ailleurs des seules structures syndicales mais de la plupart de celles de l'ensemble des mouvements de revendication.

... à la fin des perspectives

Nous ne reviendrons sur le bilan de l'actuelle législature, le Monde libertaire y consacrant depuis plusieurs semaines une rubrique point par point, que pour signaler la manière constante avec laquelle le gouvernement a su tirer parti des aspirations du plus grand nombre pour les retourner au profit de la restructuration capitaliste : répartition, durée et conditions de travail, solidarité, etc., se sont traduites en T.U.C., précarité de l'emploi et flexibilité.

Il ne s'agit plus de la simple récupération, effective de tous temps, des revendications, mais bien d'un retournement de ces aspirations en autant d'armes nécessaires à la bourgeoisie pour s'adapter aux mutations au mieux de ses intérêts. Il suffit de considérer la situation florissante des milieux boursiers et d'affaires d'une part, la paupérisation croissante du plus grand nombre d'autre part, pour comprendre la significa-

tion de termes comme « nouvelles solidarités » dans le cadre d'une gestion de consensus sur la crise et pour mesurer l'indéniable efficacité de cette politique.

En dernière analyse, la stratégie parlementariste s'est confirmée comme élément fondamental à la constitution d'un consensus pour assurer la pérennité du système d'exploitation. Toutes les déclarations relatives aux « candidats ouvriers » (sic) et aux stratégies de débordements dans ce cadre n'y ont rien changé ; et si, depuis 1983, chaque élection partielle sanctionne la gauche, ce n'est pas seulement parce que les franges moyennes, ce marais électoral qui avait assuré la victoire massive de la gauche, ont rééquilibré à droite le plateau de la

balance, mais c'est également que frappée de plein fouet et supportant le coût de la crise, désorientée par les positions de ses organisations traditionnelles de luttes, une partie croissante de l'électorat de gauche s'en est allée voter avec ses pieds.

Néanmoins, il serait pour le moins hasardeux de prétendre que cette désaffection va se poursuivre le 16 mars, car elle ne traduit pas encore une volonté de rompre avec la collaboration des classes, caractéristique du socialisme parlementariste si bien démontrée par la législature qui s'achève, et confirmant notre condamnation irréductible et fondamentale du chemin des urnes.

PHILIPPE BOUBET
GÉRARD COSTE

Quelques livres

<i>Abstention révolutionnaire anarchiste, commission propagande des R.I.</i>	15 F
<i>Les anarchistes et les élections, V.A. n°3</i>	20 F
<i>Pour ou contre les élections, Malatesta, éditions du groupe 1^{er}-Mai, Annecy</i>	30 F
<i>Lettres aux ouvriers (in Oeuvres complètes de P.-J. Proudhon), éditions Marcel-Rivière</i>	150 F

La Fédération anarchiste et la campagne électorale

LORS de son dernier congrès, la Fédération anarchiste avait décidé de réaffirmer, à l'occasion des législatives de 1986, ses positions anti-électorales et la nécessité de relancer les luttes. Suite à la motion du congrès, les secrétariats fédéraux se sont investis dans cette campagne.

Au tirage traditionnel d'affiches, est venu s'ajouter la publication d'une brochure (1) éditée par la commission propagande des Relations intérieures. En une série d'articles, cette brochure établit un bilan sans concession de la gauche, mais également les enjeux que constituent la situations des différentes formations politiques pour assurer la régulation nécessaire à la bonne marche de l'exploitation capitaliste.

Mais, de leur côté, les groupes ne sont pas demeurés en reste : affiches, autocollants, réunions publiques et meetings... au total, plus de vingt-cinq auront eu lieu durant cette période. Si des groupes de la région parisienne organisent le dimanche 16 mars « Cinq heures pour l'anarchisme », à l'A.G.E.C.A., les groupes de province ont pour leur part assuré le succès de cette campagne :

- dans le Nord/Pas-de-Calais, à Lille, Dunkerque, Boulogne ;
- en Bretagne, à Rennes, Laval et Brest ;
- dans le Centre, aussi bien à Tours, Nevers, Dijon, qu'à Vichy, Montluçon, Moulins ;
- dans le Sud-Ouest, à Angoulême, Poitiers et Bordeaux...
- sans oublier des villes comme Rouen, Perpignan, Aubenas, ainsi que dans le Gard. (Et nous nous excusons à l'avance auprès des camarades que nous aurions oublié de citer...)

Toujours est-il que ces élections auront été l'occasion pour un nombre croissant de groupes d'affirmer une présence anarchiste dans leur région, et de développer avec plus d'intensité la vigueur et l'actualité des propositions anarchistes.

G.C.

(1) « Abstention révolutionnaire anarchiste », commission de propagande des Relations intérieures de la F.A., 15 F.

APRÈS CINQ ANS DE TRÊVE
LA GRANDE COMPÉTITION NATIONALE REPREND
FINALE LE 16 MARS - BUFFET CAMPAGNARD
ET PARTAGE DU GÂTEAU ASSURÉ



VOUS AVEZ DIT TORTURE... Au pays de la démocratie

Il y a peu de temps, je recevais une lettre d'une prisonnière politique espagnole qui, depuis quelques années déjà, est incarcérée à Madrid. « J'ai été arrêtée par la Garde civile circulant dans une voiture avec trois camarades. Deux ont été assassinés à ce moment-là, et l'autre camarade et moi avons été arrêtés. Puis je suis restée dix jours dans les bâtiments de la préfecture où j'ai été torturée ; (...) la torture est une pratique habituelle et elle a été la cause de quelques morts dans la fausse démocratie espagnole. »

Je tairai le nom de cette personne, membre d'un groupe d'extrême gauche. Si les méthodes et l'idéologie défendues par ce groupe sont contestables, il va de soi que les techniques de répression utilisées par la police espagnole ne sont nullement justifiées, et bafouent la dignité de l'individu.

C'est pourquoi il est bon, il est nécessaire, que des voix s'élèvent contre de telles pratiques. En certaines circonstances, le silence est dangereux et couvre d'immunité la barbarie d'Etat. Ne fermons pas les yeux : la torture est pratiquée dans plusieurs pays d'Europe, occasionnellement ou couramment. Souvenons-nous de cette « torture propre » (privation sensorielle) dont se plaçaient des prisonniers politiques allemands, il y a quelques années...

En Espagne, la torture n'est pas morte avec Franco. La Garde civile inspire toujours une étrange crainte, et ses agissements, bien que régulièrement dénoncés, sont officiellement tolérés. Tout comme les agissements des membres du G.A.L., ce sinistre Groupe antiterroriste de libération, ces mercenaires qui passent les frontières sans être inquiétés et qui, s'ils sont arrêtés, sont aussitôt relâchés.

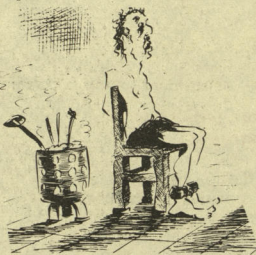
La torture en Espagne, c'est un secret de polichinelle ! Pourtant, il faudra le répéter, ce secret, à haute voix, pour que la torture cesse enfin. Un livre s'y emploie : *Onintze au pays de la démocratie*, d'Eva Forest (1).

« La torture. Beaucoup seront surpris de trouver ce mot lié au fonctionnement d'un Etat de l'Europe démocratique. On accepte trop facilement l'existence de la torture lorsqu'il s'agit d'un pays lointain ou totalitaire, mais on refuse

d'admettre que des choses pareilles se produisent chez soi », écrit Eva Forest.

La récente mort de Mikel Zabala, ce militant indépendantiste basque mystérieusement disparu et dont le corps a ensuite été retrouvé immergé, souligne les faits que rapporte Eva Forest.

« Ils (des policiers) sont maintenant dans une cellule. Voix amorties, coups plus sourds, coups de pieds et râles parviennent dominés par la voix du despote : "Tu vas pas nous faire croire que t'as mal aux



couilles que t'as pas ? ». Et encore des coups. Et encore des rires. Et la voix nazillarde de l'autre : "Aucun Basque n'a de couilles". Et encore des rires gras, convulsifs, des rires qui glacent le sang. A en juger par l'écho qu'ils rencontrent chez les gardes, il est évident que ce ne sont pas n'importe quels policiers mais des fonctionnaires d'un certain grade, de ceux qui peuvent donner des ordres. »

Fonctionnaires de la torture, une profession d'avenir ? « (...) Il répond automatiquement oui à toutes leurs questions : oui il a attaqué à main armée deux banques et peut-être même trois ; oui il fait partie du commando « Txispas », oui il avait l'intention de tuer... Des mains tapent à la machine : il voit les ongles sales des index maladroits chercher les lettres blanches sur le clavier. Et, s'adressant au prétendu avocat qui rit avec les autres, en racontant des histoires drôles, Antxon insiste sur le fait qu'il avait beaucoup d'armes... Où faut-il signer ? »

« La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre », rappelle Amnesty International qui ajoute, dans un rapport paru aux Editions du Seuil (2) : « Les dispositions de la loi de novembre 1980 (loi espagnole antiterroriste) favorisent l'emploi de la torture ou de

mauvais traitements, parce que la mise au secret des détenus les empêche de recourir à l'assistance d'un avocat ou d'autres personnes pendant la période cruciale de l'enquête policière », précisant que « de telles pratiques sont généralement le fait de la Guardia Civil et du Cuerpo Superior de la police. »

Amnesty International le démontre fort judicieusement : la torture est un instrument de pouvoir. Appareil extra-légal, elle permet de remédier aux carences (si l'on peut dire !) d'Etats en difficulté en matière de répression. Quand les lois officielles se heurtent au respect des droits de l'homme et qu'elles ne suffisent pas pour ramener l'ordre (c'est-à-dire la discipline dictée par un Etat), la torture est employée. Plus grave encore : « J'ai la certitude que la torture est une arme politique que les Etats utilisent pour couper le moindre élan de libération. Je sais aussi qu'elle n'est pas en train de disparaître ; au contraire, elle se répand, se perfectionne... Je sais aussi que la torture se cache, plus forte que jamais, derrière les structures démocratiques : dans toute l'Europe sommeillent des lois d'exception qui, sournoisement, la rendent possible. », constate Eva Forest.

Je ne sais plus qui disait « Le danger qui nous guette est plus grand que nous ne l'imaginons... ».

THIERRY MARICOURT

(1) « Onintze au pays de la démocratie », Eva Forest, éditions Alinéa (5, rue Fédère-Gant, 13100 Aix-en-Provence), en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) « La torture », Amnesty International, Points-Seuil, 32 F, en vente à la librairie du Monde libertaire (où vous pourrez également trouver le « Rapport 1985 » d'Amnesty International, 48 F).

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 13 mars

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Big Joe Williams et sa guitare à neuf cordes.
« Emission spéciale » (14 h à 15 h 30) : les femmes libres dans l'Espagne de 1936-1939, avec Nelly.

Vendredi 14 mars

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, actualité et musique...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : le ballet de Shanghai, Indochine, ethnologie...
« Jousciences » (12 h à 14 h) : la planète bleue avec Dominique Lesieur, astrophysicien.
« Texticules » (14 h à 15 h) : nouvelles histoires courtes, avec Nelly.
« Palais de police » (15 h à 17 h) : les comités de soutien, invité : G. Gerouville.
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : Alcooliques anonymes et AI Anon.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Georges Filloux de l'Union rationaliste démontrera que Diderot avant Marx a inventé le matérialisme. Il sera accompagné de A. Comte-Sparville qui parlera de son livre « Le Mythe d'Icare ».

Samedi 15 mars

« Le père Peinard » (11 h à 12 h) : l'abstention révolutionnaire avec Robert Guérin et Paul Chenard.
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : compte rendu de la manifestation des mineurs à Londres ; syndicalisme et élections...
« De bouche à orateils » (15 h 30 à 17 h 30) : Jacques Barthès à l'occasion du repressage d'un de ses anciens disques.

Dimanche 16 mars

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : spécial chansons grecques contemporaines et musique de Haute-Egypte.
« La fiancée de M. Spock » (16 h 30 à 18 h 30) : la fiancée reçoit Hélène Oswald.
« Le fou parle » (18 h 30 à 20 h 30) : Yujiro Otsuki (graveur japonais) et Michel Ragon (écrivain) en sont les invités.

Lundi 17 mars

« Le passe-temps des dames et des demoiselles » (10 h à 12 h) : psycho-cul au féminin...

Mardi 18 mars

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : le syndicalisme dans les banques.

Mercredi 19 mars

« Allons z'enfants, etc. » (17 h à 18 h) : l'art contre l'apocalypse nucléaire dans le Pacifique, avec Jad (peintre).

« Garde-à-vous ! »

de Gabriel Veillard

C'EST à croire que le sentiment de révolte conserve une force de caractère et une vitalité extraordinaires. Gabriel Veillard, ce compagnon anarchiste qui fut condamné pour insoumission... en 1921, vient de publier un livre à l'enthousiasme communicatif : *Garde-à-vous !*

Exit le prétendu conflit des générations. Cet ouvrage est le premier titre publié par une toute nouvelle maison d'édition, Le Goût de l'Etre, dont s'occupe notamment notre ami Thierry Maricourt, emprisonné pour insoumission il y a peu. Veillard n'a pas, il est vrai, attendu cette fin de siècle pour proclamer, comme il le fait dans sa conclusion, que « l'objection de conscience n'est plus un idéalisme marginal, mais la sonnette d'alarme aux peuples innocents condamnés à une fin criminelle. »

Son premier ouvrage a paru en 1932, aux éditions de La

Patrie humaine, cet hebdo pacifiste qui a prodigieusement marqué son époque : c'était le *Le Train de la paix*, avec une préface de Louis Lecoin. Trois livres ont suivi, d'un intérêt à mon sens inégal, et je ne vous cache pas que c'est sans précipitation que j'ai entrepris la lecture de ce *Garde-à-vous !* récemment rédigé. Erreur. Nocivité des a priori. Ce livre antimilitariste m'a paru bien trop court, sa lecture m'a littéralement enthousiasmé. Quel souffle ! Et quelle lucidité !

Bien sûr, le style employé, comme l'abondance de citations disparates (de La Boétie à Pascal, de Clémenceau à Darien, d'Oscar Wilde à Tolstoï...) ne sera pas sans surprendre le jeune lecteur. Bien sûr, son argumentation n'est en rien nouvelle. Et alors ? Les crapuleries de la gent kaki non plus, que je sache. Ni essai ni témoignage, l'ouvrage de Gabriel Veillard appartient

à un genre aujourd'hui par trop délaissé : le pamphlet.

Sa force ne fait pas de doute, son propos est terriblement actuel : dénoncer encore et toujours militarisme et patriotisme, hurler sa rage contre la soldatesque, ses valeurs et ses pratiques. Cri de révolte contre l'esprit troupeau, les maîtres et leurs valets, *Garde-à-vous !* (1) constitue une véritable apologie de l'objection et du refus d'obéissance. OEuvre de salubrité collective, s'il en est. C'est tonique et décapant. Et, en ces temps de morosité, sinon de modernité, stimulant comme un verre de rhum partagé avec un ami rencontré, la nuit tombée, au bord d'un lac de haute montagne.

MICHEL AUVRAY

(1) Gabriel Veillard, « Garde-à-vous ! », 66 pp., 39 F. Disponible notamment auprès des éditions Le Goût de l'Etre, B.P. 403, 80004 Amiens cedex, et à la librairie du Monde libertaire.

L'Anarc-en-ciel

Le 28 février a eu lieu une rencontre-débat avec Alexandre Skirda, à la librairie l'Anarc-en-ciel de Toulouse (1), autour de son livre *Makhno, le cosaque de l'anarchie* (réédité sous le titre *Makhno, les cosques de la liberté* aux éditions Jean-Claude Lattès).

Cette manifestation très bien préparée a amené beaucoup de monde (la librairie a été un moment trop petite...) ; les interventions furent nombreuses, la discussion fournie et passionnante.

Bravo à l'Anarc-en-ciel pour cette initiative qui fut un succès. Souhaitons lui bon chemin et de renouveler souvent pour notre plaisir ce type de manifestation.

GR. ALBERT-CAMUS

(1) L'Anarc-en-ciel, 7, rue Arnaud-Bernard, 31100 Toulouse.

Chevènement... Le plus populaire !

CHEVÈNEMENT est sans nul doute le ministre le moins controversé du mitterrandisme. Qui a oublié l'ensemble des grands quotidiens, de droite même, en passant du *Quotidien de Paris* au *Parisien*, s'écriant à l'unisson : « Bravo Chevènement ! » quand celui-ci rendit publics ses nouveaux programmes pour l'enseignement élémentaire.

Et s'il est un ministre socialiste que l'opinion publique souhaite voir conserver son poste, même sous un gouvernement de droite, en cas de cohabitation, c'est bien encore notre ministre de l'Éducation nationale qui vient en tête du hit-parade.

Alors disons-le net : une telle popularité auprès même des milieux les plus réactionnaires, cela « se mérite » par autant de concessions, autant de renoncements, bref autant de trahisons !

Quel homme ?

Et cela ne surprend guère. Chevènement est, je crois, un carriériste prétentieux et comme tout carriériste : prêt à tout ! Des idées de fond, il en a peu ; son



discours sera toujours resté piteusement superficiel, simpliste. Il se sera en fait contenté de flatter l'opinion publique dans le sens du poil.

Homme de média, il arrivait à point : c'est-à-dire à l'heure où les politiciens deviennent de plus en plus des acteurs de « show-biz »... histoire de nous faire oublier qu'ils vendent du vent. Son succès était donc prévisible.

Mais au-delà de ses phrases « coup de poing », destinées aux médias et finalement trop dérisoires pour nous inquiéter plus que cela (telle « Pour une école de l'instruction, non une école de l'excursion »), il a aussi réalisé un travail discret mais combien en profondeur dont le but semble évident : « ouvrir l'école ». C'est-à-dire faire sauter les dernières barrières qui empêchaient le patronat, l'État, l'armée... de faire de l'école publique leur chose. Aujourd'hui, les portes sont ouvertes et la gerbe d'enterrement pourrait porter cette inscription : « A Chevènement, le capitalisme reconnaissant ! »

La pédagogie ? En arrière toute !

Est-ce la peine de revenir sur les décisions de notre fin pédagogue ? Passéiste, rétrograde, dépassé... aucun qualificatif

ne semble assez fort, ou bien il les faudrait tous ensemble !

Notre ministre a tout de même osé animer un colloque au titre pompeux : « Education, formation et société : recherches pour demain ». Là, dans le silence complice qui a entouré ce « non-événement », deux voix, deux seules, ont résonné. Simon Papert, chercheur : « L'introduction de l'ordinateur à l'école ne sert à rien si on fait seulement avec la machine ce qu'on faisait avant sans elle » (et paf ! pour les gadgets dont Jean-Pierre se délecte).

Albert Jacquard, biologiste : ou bien « l'éducation vise à faire de l'enfant un membre de la société, elle lui ingurgite ce qu'il faut savoir pour être dans la société. Elle cherchera à lui apprendre à lire, écrire, etc. Alors la recherche en éducation s'occupera surtout de fournir des techniques pour aboutir, au meilleur prix, au meilleur résultat... ». Ou bien « le petit bonhomme est une réalité fabuleuse, un être à faire, qui ne pré-existe pas. L'éducation consiste à ne pas trahir la promesse que recèle un individu et à lui laisser le pouvoir de choisir ce qu'il veut être... Il ne faut alors surtout pas comparer l'endroit où l'on éduque et ceux où l'on produit, ni parler de rendement. L'objectif de l'éducation, donc de la recherche en éducation, devrait être de fabriquer des individus qui vont nous déranger ».

C'est la condamnation la plus radicale de toute la mise en scène Chevènement !

Chevènement sut aussi appliquer avec zèle la politique de rigueur du gouvernement. Estimant qu'« un effectif compris entre vingt et trente n'exerce aucune influence directe sur le taux d'échec scolaire », il organise à grande échelle ce que les enseignants nomment le redéploiement. La recette est simple : pour pallier aux situations les plus dramatiques, l'administration prend des postes là où les conditions de travail étaient un peu plus satisfaisantes. Bref, on égalise vers la médiocrité !

Qu'on en juge, à la rentrée de 1986, soixante départements se verront retirer de cinq à quarante-huit postes ! Seuls quatorze départements obtiendront une dotation nouvelle. Cela n'est bien sûr pas acceptable ! Sans prétendre que l'allègement des effectifs fasse disparaître, comme par enchantement, ce que l'on nomme un peu trop hativement « échec scolaire » (quoique l'affirmation de Chevènement mériterait elle aussi d'être affinée, nuancée...), il est évident que l'on « vit mieux » dans une classe qui n'est pas surchargée.



Le premier bilan des Zones d'éducation prioritaire (Z.E.P.) (1) le prouve d'ailleurs : si la réussite purement scolaire ne fait pas de bond en avant spectaculaire, on constate un recul très net de la violence à l'école, de l'absentéisme des enfants... Enfin, plus d'élèves représente aussi une dégradation des conditions de travail des enseignants ; ce que l'on ne peut que combattre quand trois millions de chômeurs attendent un emploi.

Ajoutons pour clore ce point précis qu'une classe moins chargée signifie la possibilité d'un enseignement plus individualisé — cela quand la population scolaire est, elle, de plus en plus hétéroclite —, des innovations et recherches pédagogiques... Mais cela, bien sûr, ne peut trouver grâce aux yeux de notre ministre rétro !

Les cadeaux aux politiciens et au patronat

L'instrument fut les lois de décentralisation. Jamais, les situations antérieures ne nous avaient satisfaites. Ceux qui géraient l'Éducation nationale restaient tout de même des fonctionnaires à mission d'éducation qui savaient à certains moments (trop rares, bien sûr) penser à l'intérêt de l'enfance, à l'intérêt du service public.

Aujourd'hui, les politiciens, notables et autres hobereaux locaux ont pris place dans les différents conseils tripartites qui gèrent les écoles, collèges et lycées. Les Conseils généraux et régionaux sont en partie maîtres des choix d'investissement, des schémas des différentes formations proposées... L'école publique est désormais sous leurs tutelles, nous ne leur faisons aucune confiance !

A la suite du jumelage école-armée, datant de Savary, Chevènement a fait fleurir les jumelages écoles-entreprises. Pour la seule académie d'Amiens, plus d'une centaine de conventions ont été signées entre des entreprises, des chambres de commerce et des établissements scolaires. Des entreprises qui entrent dans l'école avec leur idéologie, qui exigent déjà et exigeront de plus en plus que les contenus et les méthodes d'enseignement soient adaptés au système économique capitaliste.

Parlant de la formation permanente (mais il fallait comprendre formation tout court), la *Revue des entreprises* (l'un des organes du C.N.P.F.) écrivait en février 1985 : « Sa vraie raison d'être consiste à se mettre au service de l'entreprise, à contribuer au projet de l'entreprise, à figurer



parmi les outils — il faudrait dire les armes de la stratégie de l'entreprise. Sa finalité est la réussite de l'entreprise. Rien de moins, rien de plus. »

Et les établissements scolaires n'ont guère le choix, leurs budgets de fonctionnement sont à ce point réduits qu'ils doivent pour fonctionner, se chauffer... chercher des sponsors privés. Ainsi, se tourne-t-on vers les entreprises !

Il y a enfin la réforme de l'enseignement technique. Si l'école publique conserve la responsabilité des études longues (quoique le patronat intervienne plus que largement dans les universités de technologie, par exemple), l'enseignement technique court est entièrement bradé aux Centres de formation d'apprentis (C.F.A.) patronaux. Songez que de nombreuses sections de C.A.P. sont supprimées, avec les quelques 2 000 postes d'enseignants correspondants, pendant que les crédits publics pour les C.F.A. privés ont augmenté entre 1985 et 1986 de 252%.

Bref, c'est toute la jeunesse la plus vulnérable, la plus en difficulté dans son cursus scolaire qu'on livre pieds et mains liés aux « lois du marché ».

Le dualisme scolaire renforcé

Cela vient nous rappeler que l'enseignement privé c'est aussi l'enseignement patronal. La preuve est donc éclatante : le dualisme scolaire est bel et bien confirmé, renforcé... Cette incroyable et coûteuse injustice demeure ; elle reste même fondamentale. Et ce ne sont pas les pâles propos de Chevènement pour nous faire croire que ces « querelles » ne sont vraiment que des archaïsmes qui sauront nous convaincre.

Voilà votre bilan, monsieur Chevènement. Votre seule excuse ? Face à un mouvement syndical ou complice, ou affaibli ; face à des mouvements pédagogiques incapables de dépasser le discours pédagogique justement ; l'occasion était trop tentante et c'est l'occasion qui fait le larron, nous dit-on. Vous grimpez dans les sondages. Certes ! Mais notre histoire, notre vie de chaque jour ne se construisent pas à coup de sondages. Et votre masque tombera forcément un jour. Pour nous, il est déjà tombé !

J.-M. BAVARD
(Liaison de Noyon)

(1) Zones correspondant à des « points chauds », où l'on a donc accordé à l'école quelques moyens en plus, des effectifs moins lourds aussi. Elles furent créées par Savary, mais sont fort peu prises par Chevènement.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.